



Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

MERCREDI 20 NOVEMBRE 2024 - N° 1288 - 54^e ANNÉE - 5,00 € - BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE

DIRECTEUR POLITIQUE : BERTRAND RENOUVIN

Compassion royale

Étymologiquement, le mot « *compassion* » vient du latin *cum patior* signifiant « *je souffre avec* ».

Souffrir avec : c'est ce qu'a su admirablement faire le roi Felipe VI d'Espagne en décidant de se rendre au cœur du drame, à Païporta, une commune d'environ

30 000 habitants proche de Valence et elle aussi ravagée par le déluge d'eau qui a fait plus de

220 morts, des disparus et des dommages matériels incalculables.

La visite du roi, accompagné du président régional et du chef du gouvernement socialiste Pedro Sánchez, a mal tourné : un tumulte de colère, de menaces physiques, d'insultes et de réprimandes, le tout accompagné de jets de boue, de bâtons et de pierres... Alors que les policiers ne contrôlaient plus la foule en colère, que les cordons de sécurité se défaisaient, que les membres de la garde royale étaient dépassés et que le chef du gouvernement, Pedro Sánchez, hué, était évacué, Felipe VI a su se montrer à la hauteur de sa fonction royale : au lieu de se réfugier dans son véhicule vers où le poussait sa garde rapprochée, il est spontanément et naturellement allé vers les contestataires et a tenté de les calmer, a parlé avec certains, a pris dans ses bras quelques autres. La reine Letizia, en larmes, a, elle aussi, écouté, réconforté et pleinement « *souffert avec* » ce peuple espagnol dévasté.

Cela a tout de même nettement plus de tenue et de dignité que de hurler hystériquement, comme qui vous savez, « *Qu'ils y viennent !!!* » en se barricadant à l'Élysée, protégé par des centaines de CRS, non ?

Viva España !!! Viva el Rey !!!



FLICKR, PHOTO : DANIEL BRIOT.

La colère monte...

Révolte paysanne, plans de licenciements, hausse généralisée des impôts, cheminots : la France se prépare à une explosion sociale.

Tous les facteurs de révolte sont désormais réunis. Les uns sont engendrés par la dogmatique de l'Union européenne qui conjugue un libre-échange désastreux, des taux d'intérêt trop élevés, une austérité pernicieuse en période de faible croissance et le démantèlement des services publics.

Les autres proviennent d'une gouvernance qui hérite d'un énorme déficit et qui ne peut le

réduire sans provoquer mécontentements et colères. Michel Barnier et ses ministres zombies doivent lutter sur trois fronts, agricole, industriel et ferroviaire.

Le Premier ministre est un homme seul. Il ne peut compter ni sur l'appui d'un président discrédité, ni sur le soutien de groupes incohérents et ravagés par les ambitions personnelles.

L'article de B. La Richardais en pages 2 et 3.

L'Amérique de Trump

Les États-Unis vivent un rêve éveillé, tandis que l'Europe cultive son cauchemar. Gardons-nous des fantasmes !

En Europe, les médias se sont trompés sur l'ampleur de la victoire de Donald Trump et sur sa signification. En écho aux classes dirigeantes, ils sont intimement liés aux démocrates américains et vivent d'autant plus mal la défaite de Kamala Harris, qu'elle confirme la force des vagues populistes.

Face aux angoisses élitaires, il faut regarder ce qui est. En

Amérique, la démocratie a gagné alors qu'on nous annonçait la guerre civile. La guerre tarifaire qui nous menace fera moins de mal que le libre-échange. Et les nations européennes peuvent choisir d'autres voies que celles tracées par les démocrates américains et leurs adversaires trumpistes.

L'article d'Yves La Marck en page 7.

Dans ce numéro :

Page 3 : Souveraineté et télécommunications.

Page 5 : La désindustrialisation à la française.

Page 12 : La France vire-t-elle à droite ?

Page 15 : Hannah Arendt.

Page 16 : Hergé toujours là.

Page 18 : Résistance royaliste : Roger de La Grandière.

Page 20 : Éditorial : Vive les partis politiques !



SOURCE : WIKIPEDIA, PHOTO : G. GARITAN.

Le siège de Michelin à Clermont-Ferrand. Le groupe vient d'annoncer la fermeture de ses usines de Vannes et Cholet et 1200 licenciements.

Chronique politique

Conjonctions explosives

par B. La Richardais.

Une gouvernance oligarchique faible et discréditée peut-elle garder le contrôle face à une conjonction de crises externes et internes ? C'est d'autant plus improbable que la société française, meurtrie par quarante années de néolibéralisme, est travaillée par de puissants mouvements de révolte.

Prenons une fois de plus le contre-pied des experts de plateaux télévisés, qui se lamentent sur les conséquences et invoquent des fatalités sans jamais remettre en cause le cadre dogmatique dans lequel nous sommes enfermés.

Dogmatique du libre-échange, qui place l'Union européenne dans l'état formé par les protectionnismes américain et chinois.

Dogmatique de la Banque centrale européenne, qui maintient des taux d'intérêt trop élevés – le double de l'inflation – selon une logique financière qui pénalise lourdement l'activité économique.

Dogmatique austéritaire, démentie par les expériences passées, qui va lourdement peser sur le peu de croissance qui nous reste.

Dogmatique du Marché conduisant la Commission à préconiser encore et toujours la « concurrence libre et non faussée ». C'est avec cette formule magique qu'on a fabriqué un marché de l'électri-

cité aberrant qui engendre des prix insensés et qu'on démantèle le fret SNCF.

Additionner la restriction monétaire et l'austérité budgétaire tout en poussant à une concurrence faussée par de multiples facteurs (subventions chinoises et américaines, différences de normes...), c'est à coup sûr multiplier les chocs qui viennent frapper des sociétés – la nôtre, celle de nos voisins – ébranlées par quarante ans de néolibéralisme. Bas salaires, précarité, pauvreté endémique, désespérance paysanne, crise de la santé publique : c'est à partir de ces « données » bien connues qu'on va demander aux classes moyennes et populaires de serrer les dents et les ceintures en vue d'un avenir radieux de compétitivité et d'attractivité !

Le budget de l'État, dont on débat actuellement, est censé concrétiser l'effort collectif, mais les intentions austéritaires ne tiendront pas longtemps devant deux impératifs : soutenir les entreprises pour compenser les effets de la concurrence exacerbée par la monnaie unique ; four-

nir des compléments de salaire à la population qui ne peut vivre de son seul travail.

Pour masquer cette logique inhérente au néolibéralisme, la gouvernance Barnier a lancé des ballons d'essai qui ont provoqué de vifs débats médiatiques et des mouvements de colère chez les citoyens concernés. Suppression des catégories A, B, C, dans la fonction publique ! Retard de six mois dans le relèvement des retraites ! Suppression d'un jour férié ! Trois jours de carence au lieu d'un pour les fonctionnaires ! Devant les protestations, la gouvernance s'est piteusement rétractée. On ne touchera pas au statut des fonctionnaires. On va relever les retraites, mais plus ou moins, c'est pas clair. Le 11 novembre sera respecté...

Avant même le déclenchement de la confrontation sociale, Michel Barnier montre sa faiblesse dans de modestes escarmouches et laisse présager de nouvelles reculades, tout en lançant de nouveaux ballons d'essai – par exemple le gel du point d'indice dans la fonction publique et le non-versement de la prime de garantie du pouvoir d'achat. Tiendra ? Tiendra pas ? Dans l'expectative, des mouvements de grève se préparent dans la fonction publique. Ils inquiètent moins la gouvernance Barnier que les trois explosions de colère qui vont éclater avant la fin de l'année. Trois explosions qui sont provoquées par les choix aberrants de l'Union européenne et qui vont obliger la gouvernance à se battre sur trois fronts.

Front agricole. Aux problèmes non réglés depuis la révolte paysanne de l'hiver dernier, s'ajoutent les négociations sur le Mercosur qui, si elles aboutissent, avantageront l'industrie allemande et viendront aggraver les difficultés de l'agriculture française (voir page 6 et le communiqué de la Nar en page 19).

Front industriel. La crise du secteur automobile européen est en train de s'amplifier en raison de l'offensive chinoise qui frappe le ventre mou libre-échangiste. Elle affecte principalement les grandes firmes allemandes, à commencer par Volkswagen qui annonce des fermetures d'usines, et les équipementiers européens, dont Bosch qui est au premier rang mondial. Elle a déjà des conséquences en France : Michelin a annoncé la fermeture de deux usines du groupe, l'une à Cholet et l'autre à Vannes ; Valeo va prochainement fermer trois usines, dans les Yvelines, l'Isère et la Sarthe. Nous aurons aussi à subir les conséquences de la crise générale du « modèle allemand », tant vanté par nos élites.

Comme la plupart des pays de la zone euro, la France est en outre confrontée à une forte augmentation des défaillances d'entreprise : + 18 % sur les six premiers mois de l'année par rapport au premier semestre 2023. Plus de 150 000 emplois sont menacés.

Front ferroviaire. La Commission européenne exige que Fret SNCF soit divisé en deux sociétés – Hexafret pour le transport de marchandises et Technis pour la maintenance des trains. Les syndicats, qui dénoncent une liquidation méthodique de Fret SNCF, ont lancé des appels à la grève générale du 20 au 22 novembre puis à la grève illimitée à partir du 11 décembre.

Jusqu'à ces derniers mois, les gouvernements successifs avaient été confrontés à des mouvements sociaux décalés dans le temps – Gilets jaunes, campagne syndicale contre la réforme des retraites, révolte paysanne. Faible et discrédité, Michel Barnier devrait avoir à affronter des mouvements simultanés qui, cette fois, pourraient donc converger. ■

Industrie

Souveraineté et télécommunications

Alcatel Submarine Networks (ASN), ex-filiale d'Alcatel-Lucent acquise par Nokia en 2015, vient d'être rachetée par l'Agence des participations de l'État (APE). C'est bien la preuve que « quand on veut, on peut ».

ASN, à l'origine de la pose du premier câble télégraphique entre Jersey et la France au XIX^e siècle, est l'une des rares entreprises au monde à fabriquer des câbles sous-marins de télécommunication, ces infrastructures vitales pour la connectivité mondiale.

Aujourd'hui, l'entreprise produit et installe des câbles sous-marins, ces autoroutes du fond des mers indispensables pour la communication internationale. Elle intervient également dans la pose et la maintenance de ces infrastructures parfois à des milliers de mètres de profondeur. Contrairement à une idée courante, les satellites ne participent qu'à la marge aux communications intercontinentales et 99 % du trafic Internet passe par des lignes de fibres optiques posées au fond des océans. C'est ainsi qu'un réseau de près de 500 câbles, au sein duquel la France, grâce à sa position géographique et à ses côtes, est un point névralgique : quatre câbles transatlantiques atterrissent sur ses plages de l'Atlantique et de la Manche, reliant l'Europe aux États-Unis. Et une quinzaine d'autres arrivent à Marseille, via la Méditerranée, connectant le continent à l'Afrique, au Moyen-Orient et à l'Asie. Il s'agit donc d'un savoir-faire essentiel et ô combien stratégique qui réintègre la souveraineté technologique et géopolitique française, et nous ne pouvons que nous en réjouir.

Car les câbles, comme les centres de données, font partie des éléments stratégiques dont dépendent les États pour leur vie et leur survie numérique. Depuis quelques années, les géants américains du numérique, Google en tête, ont massivement investi. Et les propriétaires



Un navire câblé d'ASN. L'État vient de nationaliser cette entreprise stratégique.

de ces infrastructures ont une influence considérable sur l'ensemble de la chaîne. D'où l'importance d'avoir la main sur une des parties de ces chaînons stratégiques, à savoir la production et la pose de câbles, car être un acteur majeur sur des nœuds de communication nous permet d'avoir un levier pour négocier avec ces acteurs puissants, pays ou multinationales.

L'APE va donc acquérir 80 % des parts de la société, Nokia en conservant 20 %, mais avec la possibilité de monter à 100 % dans les années qui viennent. Le coût de l'opération devrait se chiffrer à 100 millions d'euros alors que l'entreprise est valorisée à 350 millions d'euros. Le rachat sera indolore pour les comptes publics puisqu'il passera par le compte d'affectation spéciale « participations financières de l'État » et non par le budget général. « Nous avons les moyens de mener cette opération sans avoir besoin de recourir à d'éventuelles cessions », a précisé l'APE qui détient par ailleurs un portefeuille de 85 entreprises pour un montant d'environ 180 milliards d'euros, rapportant près de 2,5 milliards d'euros de dividendes à l'État ces dernières années.

Le ministre de l'Économie, Antoine Armand, a défendu, dans un entretien aux *Échos*, un État « stratège ». « Je ferai évoluer la doctrine [de l'État actionnaire] dès le début de l'année prochaine », a-t-il annoncé. Malgré le passage de la crise sanitaire et le retour de la guerre en Europe, cette doctrine n'avait jamais été officiellement actualisée depuis 2017.

Nous nous trouvons là dans le domaine de la souveraineté des communications, absolument essentielle pour notre Défense nationale. Mais la souveraineté sanitaire que nous évoquions dans les précédents numéros de *Royaliste* au sujet d'Opella et de ses médicaments n'est-elle

Sur le mur de Jean Chouan

VOUS VOUS SOUVENEZ DE LA THÉORIE DU RUISSELLEMENT ? « DONNER AUX RICHES ENRICHIET LES PAUVRES ». EH BIEN ÇA A TELLEMENT PLU QU'ON LA RETROUVE PARTOUT.



ON S'OUVRE AU MERCOSUR POUR FAVORISER NOS AGRICULTEURS, ON CASSE LA SNCF POUR LA RENDRE PLUS FORTE.....



...ON IMPORTE MASSIVEMENT DES VOITURES CHINOISES POUR AIDER NOTRE INDUSTRIE AUTOMOBILE, ETC.



MOI, JE NE SUIS PAS ÉCONOMISTE, MAIS CÔTÉ MÉTÉO, JE ME DEMANDE QUAND MÊME SI CETTE PLUIE DE RUISSELLEMENTS N'ANNONCE PAS DE TRÈS GROS ORAGES !



pas, selon des critères certes différents, au moins aussi importante pour la santé des Français ? Comme la réponse ne fait aucun doute, cela rend d'autant plus incompréhensible le choix fait il y a deux semaines par ce même ministre sur ce dossier Opella. ■

LOÏC DE BENTZMANN.

Présidentielle 2027

Jusqu'où ira Ruffin ?

En ce mois de novembre, François Ruffin accomplit une rentrée cinématographique et politique : parallèlement à la sortie de son film engagé *Au boulot !*, le député de la Somme manifeste de plus en plus clairement ses ambitions élyséennes.

Le départ de François Ruffin, en juillet, de La France insoumise, au-delà des querelles avec Mélenchon, était motivé par un désaccord stratégique : consécutivement à leur défaite à l'élection présidentielle de 2017, les Insoumis firent le choix d'une « ligne Terra Nova » visant à gagner dans les urnes en faisant la jonction avec les minorités. Mais, dans une perspective de rassemblement des classes populaires, François Ruffin plaide au contraire pour ne pas opposer « la France des bourgs et celle des tours ». Dans son ouvrage publié en 2022, *Je vous écris du front de la Somme*, il identifiait les trois « trous » dont souffre la gauche : « un trou géographique, la France des bourgs ; un trou démographique, les personnes âgées ; un trou social, les salariés modestes ». Compte tenu de son ancrage local, il ne peut que constater le reflux de la gauche dans la France périphérique, au profit du Rassemblement national : chez lui en Picardie, aux dernières législatives, les électeurs ont envoyé à l'Assemblée treize députés RN sur dix-sept.

Ayant désormais les mains libres, Ruffin compte faire porter sa propre voix, celle d'une gauche qui axe son discours

et sa réflexion politiques sur la dignité du travailleur. Sa filmographie en est la manifestation. De *Merci Patron !* jusqu'à *Au boulot !*, son travail militant vise à mettre en lumière la vie quotidienne des Français modestes, toujours avec une note d'humour rafraîchissante.

Mais cette ambition présidentielle peut se heurter à plusieurs obstacles. En claquant la porte de LFI, le député du Nord a certes conquis son autonomie politique, mais il se retrouve dépourvu du soutien de poids lourds – bref, profondément isolé. Il s'est fait des ennemis redoutables. Perçu comme un traître par l'état-major insoumis, aucun cadeau ne lui sera fait, en particulier de la part de Jean-Luc Mélenchon qui prépare soigneusement sa quatrième candidature à la présidentielle et le voit comme un rival encombrant. En comparaison avec la machine insoumise, sa structure Picardie debout ! apparaît bien modeste.

À ces contraintes, s'ajoutent le tempérament et l'image de Ruffin. L'engouement qu'il suscite est lié au fait qu'il apparaît comme un militant sincère, éloigné des considérations partisans et du jeu politique. Un capital de sympathie qui pourrait s'éroder, comme on l'a vu lors de son rapprochement tactique sur les bancs de l'Assemblée nationale avec Les Écologistes, dont il est pourtant éloigné idéologiquement. Dans un monde politique et médiatique sans foi ni loi, son plus grand atout, la sincérité, pourrait s'avérer être une faiblesse. Enfin, si Ruffin a le souci de mettre au centre la question sociale, nombreux sont les sujets qu'il élude : institutions, politique étrangère, questions européennes. Une candidature présidentielle requiert une vision panoramique de la politique et, à ce stade, François Ruffin n'en a pas encore pris toute la mesure. ■

LÉON LETELLIER.

La politique au crible

■ **Budget 1.** – Le procès des « Mozart de la finance » a commencé au Parlement, avec la série d'auditions menée par la commission d'enquête du Sénat, du 8 au 15 novembre. Premier questionné, Bruno Le Maire, qui s'est naturellement déclaré blanc comme neige et a rejeté toute la faute sur le gouvernement Barnier. Au point de provoquer la colère des commissaires qui ont accusé le ministre de fuir ses responsabilités. À Gabriel Attal, lui aussi dans le déni, il fut rappelé les 5 milliards de « dépenses électorales » engagées juste avant les scrutins de l'été et qui n'ont guère amélioré les choses. Quant à Elisabeth Borne, elle a dû concéder qu'elle avait été informée dès l'hiver dernier de la situation à haut risque de nos finances publiques par plusieurs notes d'alerte de Bercy. Au Sénat, les choses se passent pour le moment dans une ambiance plutôt feutrée, mais il en sera tout autrement quand les ministres seront entendus début décembre par la commission d'enquête de l'Assemblée où les oppositions seront sans pitié.

■ **Budget 2.** – Après le rejet par l'Assemblée de la partie recettes du PLF et le non-vote du projet de budget de la sécurité sociale, la main passe au Sénat où l'équipe Barnier dispose d'une majorité beaucoup plus confortable et homogène (les macronistes y pèsent peu). Les sénateurs, plutôt flattés de prendre le pas sur leurs collègues députés, pourraient réviser la copie sous trois aspects : moins de hausses d'impôts, moins de taxation des collectivités territoriales et plus de crédits pour l'Outre-mer.

■ **Crispation.** – Selon un sondage Ipsos réalisé pour le Conseil économique et social et dévoilé fin octobre, les Français sont massivement mécontents du fonctionnement de notre démocratie. 76 % d'entre eux incriminent une classe politique de plus en

plus éloignée de leurs préoccupations et 51 % appellent même de leurs vœux un « pouvoir fort et centralisé » pour ramener l'ordre et la sécurité dans le pays. Parmi les catégories les plus en colère : sans surprise, les jeunes et les classes défavorisées.

■ **Nouvelle-Calédonie.** – Plusieurs signaux positifs après les six mois de violence et de terreur qu'a connus l'archipel. Les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, missionnés par le gouvernement pour servir de médiateurs, venus sur place du 11 au 13 novembre, ont pu renouer les fils du dialogue entre les forces politiques et entre les communautés.

Au terme de leur déplacement, Yaël Braun-Pivet et Gérard Larcher ont appelé les parties à imaginer « une nouvelle architecture institutionnelle » sous la forme d'une « souveraineté partagée ». Les bases sont posées même si tout reste à écrire, en prenant le temps nécessaire. À signaler également le bon climat des discussions engagées à Paris le 15 novembre entre l'exécutif calédonien et le gouvernement Barnier sur le plan de reconstruction de l'économie et sur les aides d'urgence encore attendues de l'État. On notera enfin la quasi-scission qui vient d'intervenir au sein du FLNKS où les formations indépendantistes modérées (Parti de libération kanak et Union progressiste en Mélanésie) ont décidé de se retirer du bureau politique d'une coalition où ils sont de plus en plus mal à l'aise face aux extrémistes.

LAURENCE THUREL.



F. Ruffin. Il plaide la rupture avec la mondialisation.





SOURCE: WIKIPEDIA, PHOTO: OTTAVIANI SERGE

Économie

Quelle réindustrialisation ? (I)

par Henri Valois.

La ruineuse politique de l'offre menée par Emmanuel Macron et les récents plans sociaux annoncés dans l'industrie conduisent à s'interroger sur les moyens de réindustrialiser la France. Nous présentons ici un état des lieux avant d'évoquer, dans une prochaine publication, les échecs récents et d'émettre des propositions.

Depuis le milieu des années soixante-dix, le poids de l'industrie dans la valeur ajoutée des pays développés s'est progressivement réduit sous l'effet des gains de productivité et de l'évolution de la demande vers les services. Mais, au sein de ce processus général, le chemin de la France a été singulier. Elle est en effet, parmi les pays européens, celui qui s'est le plus désindustrialisé. En quarante ans (1974-2015), la part de l'industrie manufacturière dans le PIB y a été divisée par 2 (10 % aujourd'hui contre 20 % en 1974). Et l'emploi industriel a subi le même déclin, passant de 5,5 à 3 millions d'actifs.

Les effets de ce déclin ont été désastreux pour l'économie française tout entière : effondrement de notre solde commercial, chômage de masse, tassement des salaires, toutes conséquences que la puissance publique a dû compenser par un apport massif de subventions et d'aides sociales. Alors que les autres grandes économies européennes n'ont pas subi le même désastre : en Allemagne et en Italie, le poids de l'industrie est resté assez stable depuis 1990 (respectivement 20 et 18 % du PIB). Ces deux pays présentent une balance commerciale nettement excédentaire et l'Italie est devenue la seconde économie industrielle de la zone euro, avant la France.

Les causes d'un drame national. – Du côté des entreprises, on plaide naturellement non coupable en invoquant des facteurs externes : l'évolution des salaires, mais le

salairé horaire est supérieur en Allemagne et la productivité y a été moindre dans les dix dernières années ; la concurrence asiatique, mais nos principaux partenaires y sont soumis tout autant que nous ; le coût des « *impôts de production* », qui est, certes, plus élevé qu'ailleurs en Europe (un écart de 2 % en termes de PIB), mais sans prendre en compte les services publics apportés en contrepartie.

En réalité, les causes structurelles sont très largement ailleurs. En premier lieu, l'industrie française a souvent privilégié les produits standards, où l'effet prix est important, au détriment des produits haut de gamme, où l'effet qualité est dominant. Et, pour rester compétitive, elle a fait le choix de comprimer ses coûts plutôt que de monter en gamme. D'où une délocalisation massive de ses activités vers les pays à bas salaires. Ainsi, 68 % des emplois de l'industrie française sont dans ses filiales à l'étranger, contre 35 % en Allemagne, 27 % en Italie et 10 % en Espagne.

Notre industrie présente par ailleurs une structure très différente de celle de nos voisins. Le poids des multinationales – par construction plus sensibles aux impératifs des actionnaires – y est sensiblement plus important, là où les tissus industriels allemand, fait de groupes à capital familial, et italien, constitué en grappes de PME, sont structurellement plus « enracinés ». Le nombre des entreprises de taille intermédiaire (ETI : de 250 à 5 000 salariés) est plus faible chez nous et la sous-traitance

y est émise dans une myriade de petites entreprises.

L'investissement en recherche-développement y est aussi plus réduit : la France y consacre à peine plus de 2 % de son PIB, là où les États-Unis sont à 3,5 %, l'Allemagne et le Japon à plus de 3 %, la Corée du Sud à 4,5 %. Et ce point de faiblesse est surtout le fait de l'investissement privé qui couvre à peine 50 % de la dépense nationale de recherche en France alors qu'il est des 2/3 aux États-Unis et en Allemagne.

Dernier élément : l'insuffisance du capital privé. La plupart des PME et les ETI industrielles incriminent à juste titre la frilosité du système bancaire français. Là encore, la comparaison avec l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne n'est pas en notre faveur : un réseau dense d'institutions financières régionales y joue un rôle de premier plan auprès d'un tissu industriel qu'elles connaissent bien et vers lequel elles drainent l'épargne populaire. Chez nous, les sociétés de développement régional (SDR) créées dans les années soixante ont quasiment disparu, les banques investissent peu et le financement public n'est pas au niveau des besoins.

L'impuissance organisée de l'État. – Les gouvernements qui se sont succédé depuis quarante ans ont, eux aussi, leur part de responsabilité dans l'affaiblissement de notre industrie. Après le temps des bâtisseurs des années soixante, qui a vu l'envolée de la plupart de nos grands fleurons industriels (nucléaire, automobile, ferroviaire, aviation, santé...), le pilotage de l'économie s'est progressivement réduit à une approche purement keynésienne, de relance par la demande, au détriment d'une approche par les structures. La question de l'appareillage de notre industrie, à l'exception signalée de la politique de l'énergie, n'est plus apparue comme une priorité.

Ce qui restait de la politique industrielle des Trente Glorieuses s'est surtout focalisé sur les grands groupes, objets de prédilection d'une administration qui leur fournissait une grande partie de ses dirigeants et le peu de ses crédits. *A contrario*, des questions essentielles, comme le déficit d'entreprises de taille intermédiaire, l'organisation des réseaux de PME, la constitution de « *pôles de croissance* » ont été longtemps négligées.

Enfin, à partir de la fin des années quatre-vingt, après la liquidation des « *grandes cathédrales industrielles* » (sidérurgie, textile, mécanique...) et l'instauration de règles européennes limitant les interventions des États, le ministère de l'Industrie s'est peu à peu dilué dans Bercy et la politique industrielle s'est limitée à l'annonce de plans de relance sans effets réels sur la longue durée. Par ailleurs, les gouvernements successifs procédaient, sous la pression de Bruxelles, à la dénationalisation de secteurs stratégiques (chimie, électronique, télécoms...), privant l'État de ses derniers leviers. Le néocolbertisme avait vécu. ■

Protection sociale

Les cotisations ne sont pas des impôts

La confusion entretenue dans le débat public entre impôts et cotisations masque la solidarité de notre système social et, à long terme, peut devenir un argument en faveur de sa privatisation.

Depuis quelques années, médias et autres éditorialistes ont pris la fâcheuse habitude d'évoquer les impôts (ainsi que les autres taxes et contributions) et les cotisations sociales sous le même vocable de *prélèvements obligatoires*, définis comme étant des sommes d'argent versées par les citoyens à l'État, aux collectivités territoriales ou à des organismes publics comme la Sécurité sociale.

Cette dénomination de *prélèvement obligatoire* a créé de la confusion dans le débat public. Les médias présentent ainsi la France comme « le pays le plus taxé » de l'OCDE avec un taux correspondant, en 2022, à 48 % du PIB (1). La France serait le pays du « *matraquage fiscal* », un véritable enfer pour les contribuables.

Pour recentrer le débat afin de le rendre plus rationnel, il est essentiel de distinguer les impôts des cotisations sociales, qui diffèrent par leur nature, leur objet et leur assiette.

Les impôts financent le budget de l'État et des collectivités locales. Ils n'ont pas de contrepartie directe pour ceux qui les paient. L'argent récolté sert à financer des services publics, comme l'éducation, la justice, les infrastructures, la sécurité, etc. L'assiette change selon le type d'impôt ou de taxe (revenu, patrimoine, consommation). Celui qui paie l'impôt peut être un ménage ou une entreprise et est considéré par l'administration comme un contribuable.

Les cotisations sociales sont liées au financement de la protection sociale. Contrairement aux impôts, elles ouvrent droit à des prestations sociales pour les cotisants. On parle de « *salaire socialisé* », c'est-à-dire qu'une partie du salaire brut est versée sous forme de cotisations à la fois salariales et patronales dans un « *pot commun* » puis reversé sous forme de pensions de retraite, d'indemnités chômage, d'allocations familiales, de remboursements de soins, etc. C'est le principe même de la Sécurité sociale, instaurée par le Gouvernement provisoire de la République française en 1945, où « *chacun cotise selon ses moyens, chacun reçoit selon ses besoins* ». Par exemple, les actifs d'aujourd'hui financent les retraites actuelles dans le cadre d'un régime par répartition.

Quand on s'intéresse aux chiffres, on observe que le taux de nos cotisations sociales, 16,9 % (2), est l'un des plus élevés

d'Europe. Mais, dans d'autres pays, la Sécurité sociale et les retraites sont en partie, voire entièrement, gérées par des assurances privées ou des fonds de pension, ce qui engendre des coûts élevés pour les travailleurs. En Suisse, les primes de l'assurance maladie ne cessent d'augmenter d'année en année. Si l'on compare l'efficacité, les dépenses de santé représentent 18,2 % du PIB aux États-Unis, avec un système de santé privé, contre 11,9 % en France (3).

Contrairement à ce que veulent nous faire croire les médias ou les économistes néolibéraux, la France n'est pas le pays le plus taxé au monde, mais les citoyens bénéficient d'un des systèmes de protection sociale les plus égalitaires et les plus solidaires d'Europe. En entretenant cette

confusion entre impôts et cotisations sociales pour décrire une folie fiscale, on peut légitimement se demander s'il n'y a pas une volonté politique de démanteler, à terme, notre système de protection sociale en privatisant sa collecte et sa gestion, pour les remplacer par des assurances privées, des dispositifs d'assistance et de charité. Pour inverser cette tendance, nous devons revendiquer le droit à un salaire socialisé et son extension afin de changer le rapport de force entre le Capital et le travail. ■

NICOLAS MAXIME.

- (1). Insee.fr
- (2). fipeco.fr
- (3). <https://evaluation.securite-sociale.fr/home/maladie/1-1-1-dependances-de-sante-dans-le.html>

La quinzaine sociale

■ **Salaires.** – L'INSEE souligne que, pour la troisième année consécutive, la hausse des salaires réels a été entièrement annulée par l'inflation. Ainsi, les salaires nominaux ont augmenté de 4 % en 2023 mais les prix ont augmenté de 4,9 %. C'est la première fois en un quart de siècle que les salariés subissent une perte de pouvoir d'achat aussi rude.

■ **Pauvreté.** – Dans son rapport annuel sur l'état de la pauvreté en France, le Secours catholique souligne les difficultés croissantes d'accès aux aides sociales. Ces difficultés tiennent au durcissement des critères d'éligibilité aux APL, au RAS et aux allocations chômage. Elles résultent aussi des réductions de personnel à la CAF et à France Travail, qui réduisent le nombre des interlocuteurs susceptibles de conseiller et d'orienter. La dématérialisation est une cause massive d'exclusion.

■ **Licenciement.** – François Hommeril, le très dynamique président du syndicat des cadres CFE-CGC, a été licencié par la société savoyarde qui l'employait depuis 26 ans, après s'être ardemment battu pour que l'entreprise trouve un repreneur. Dans un entretien au *Point*, le nouveau chômeur raconte comment il a vécu l'épreuve, mais sans se plaindre car il est en fin de carrière. « *Le plus dur [...], c'est que l'on se rend compte brutalement que la seule chose que les actionnaires ont considérée, en l'espèce, c'est le coût que l'on représente pour l'entreprise et aucunement ce que l'on apporte à cette entreprise en tant qu'être humain.* »

B. LA RICHARDAIS.

■ **La retour de la colère paysanne.** – Les 15 et 18 novembre vont marquer le début d'une nouvelle mobilisation massive des agriculteurs pour défendre leur revenu et leur profession. On annonce de nombreuses manifestations devant les préfectures et une reprise des blocages, ce qui

inquiète fortement le gouvernement, au sein duquel la ministre de l'Agriculture, Annie Genevard a du mal à trouver ses marques.

Trois raisons principales expliquent la reprise de la contestation paysanne. Tout d'abord, le retard accumulé dans la mise en œuvre des promesses faites au printemps dernier au monde agricole. Un retard provoqué par la dissolution de l'Assemblée nationale, qui se traduit notamment par un report de plusieurs mois dans l'adoption du projet de la loi d'orientation agricole pourtant prêt depuis le printemps.

Deuxièmement, l'inquiétude provoquée par la perspective de la signature d'un accord de libre-échange entre l'UE et les pays du Mercosur (Argentine, Brésil...), même si le gouvernement français y est hostile et exclut une signature à l'occasion du prochain G20. Mais rien n'est joué.

Enfin, les élections aux chambres d'agriculture au mois de janvier provoquent une concurrence certaine entre les trois syndicats représentatifs du monde agricole français : la FNSEA, la Coordination rurale et la Confédération paysanne. Cette convergence calendaire pourrait se révéler explosive.

JEAN BONGRAIN.





SOURCE: WIKIPÉDIA, PHOTO: GAGE SKIDMORE

Donald Trump lors d'une réunion publique à Glendale, Arizona, en août.

États-Unis

Le rêve américain

par Yves La Marck.

La démocratie américaine a gagné, contre toute attente. L'empire américain revient, exit l'idée de déclin. L'Amérique vit un rêve éveillé, l'Europe un cauchemar. La « révolution conservatrice » est internationale.

Pendant un an tous les quatre ans, le monde vit à l'heure de la démocratie américaine. La magie se renouvelle à chaque élection. On a beau pester contre cette aberration que nous ne votons pas en Amérique, que nous ne comptons jamais comme facteur, cela n'empêche une espèce de fascination, qui trahit une forme d'envie. C'est trop beau pour être vrai. Et cependant la démocratie finit toujours par l'emporter. L'élection de 2024 à cet égard a été exemplaire.

Le monde extérieur n'y a joué aucun rôle. Hors États-Unis, choisir entre Trump ou Harris ne servait strictement à rien. La classe médiatique s'est évertuée à évaluer à longueur de pages et de plateaux les impacts respectifs de l'élection de l'un ou de l'autre pour finalement conclure qu'il n'y aurait qu'une légère différence de degré ou de rythme. C'était beaucoup de peine perdue. Mais c'est ce qui fait ressortir l'élection de Donald Trump comme plus extraordinaire qu'elle n'est en réalité.

Trois illusions d'optique.

Un : l'empire américain. – On ne compte plus les ouvrages récents sur le déclin de l'Occident et la montée du « Sud global »,

l'avènement de nouveaux « empires », là où il n'était question que du retour des nations. Il a suffi de quelques heures dans la nuit du 5 au 6 novembre pour que tout cela soit effacé, pour que le seul empire dont on ne parlait plus, l'empire américain, soit de retour, en tête du lot, comme si l'on était revenu au monde unipolaire des années 1990, sinon même, à Ronald Reagan et, plus ancien encore, à Richard Nixon (l'un des proches de Trump est Robert O'Brien, président de la Fondation Nixon, qui a remis à l'honneur le concept de « paix par la force », *peace through strength*).

Tout d'un coup, plus rien n'existe : les BRICS, le G7, l'UE. Il n'y a plus qu'une cour des Grands, comme à Yalta. Washington ne reconnaît que deux interlocuteurs à sa hauteur : Moscou et Beijing (Pékin), ou, si l'on préfère : Trump-Poutine-Xi Jinping, la personnalisation du pouvoir étant avérée dans la mesure où l'exécutif américain n'est plus entravé à l'intérieur et assuré de durer.

Ce directoire mondial comme à Yalta (dont personne n'ignore que la station balnéaire se situe dans la péninsule de Crimée) doit être à même de traiter – seul – des partages envisagés en Ukraine comme en mer

de Chine. L'attention se concentrera hors champ sur deux régions qui y échappent et qui seront au centre des préoccupations extérieures – et intérieures – de la Maison Blanche sous Trump : le Mexique et l'Iran.

L'élection du 5 novembre a révélé deux évolutions sociologiques majeures en faveur de Trump : le vote hispanique et le vote moyen-oriental. La « guerre des Amériques » présentée abusivement comme une guerre civile entre bleus (Démocrates) et rouges (Républicains), une répétition de la guerre de Sécession, est une appellation plus appropriée pour décrire la situation à la frontière sud, c'est-à-dire la relation à l'Amérique centrale et du Sud.

Au Moyen-Orient, si Trump cherche à passer à l'histoire – bien qu'il y soit déjà, quand Biden et Harris en sont sortis –, ce serait pour avoir réussi à annihiler le pouvoir de nuisance de la République islamique d'Iran, seule manière d'arrêter les guerres du Proche-Orient comme l'espèrent ceux qui à Dearborn ont voté pour lui de préférence aux Démocrates. La succession du Guide suprême devrait intervenir pendant le mandat de Trump. Personne ne sait, pas même le nouveau président, ni Netanyahu, comment l'Amérique s'y prendra : interruption du processus nucléaire, changement de régime, ou autre. Mais c'est la clé et la cible.

Deux : l'Europe orpheline. – L'Europe – précisons : les 42 pays de la Communauté politique européenne (CPE) puis les 27 d'entre eux de l'Union européenne réunis les 7 et 8 novembre à Budapest – a don-

né l'impression qu'elle n'avait rien prévu, rien anticipé et qu'elle s'est réveillée en sursaut, en caleçon, sinon toute nue. Le rêve américain a pris pour elle des allures de cauchemar. À quelques exceptions près (autour d'Orbán et de Meloni), le résultat de l'élection américaine n'a été envisagé qu'en termes négatifs, catastrophiques. Une telle unanimité – de façade, car chacun séparément y est allé de son message le plus servile possible, pensant pouvoir s'attirer des faveurs spéciales – ne laisse pas d'interroger sur l'état psychologique de la vieille Europe. Pourquoi les officiels européens – on reviendra plus loin sur le sentiment profond – sont-ils à ce point incapables de penser positivement ? Ils devraient se réjouir que leurs craintes de guerre civile, de désordres et de violences politiques, de tyrannie, au cœur de « la civilisation occidentale » (on reprend ici leurs thèmes), se soient révélées vaines. Que l'Amérique soit de retour ne comporte-t-il que des conséquences « dommageables » (le terme a été employé) pour les Européens ?

Certes, une guerre de droits de douane (tarifs) – sans doute différenciée selon les pays et les produits – serait de nature à handicaper tel ou tel secteur. Mais pas plus que le libre-échange à tout-va depuis l'ouverture à la mondialisation prônée par les Démocrates. Certes, une diminution de la présence militaire américaine en Europe (pour moitié en Allemagne) ou une plus grande incertitude sur la protection du parapluie atomique obligerait à repenser la défense européenne. Mais la réforme de l'OTAN n'est-elle pas à l'ordre du jour depuis des décennies et explicitement depuis l'extension contestée de 1994 ? Et n'est-il pas temps de repenser la dissuasion nucléaire ?

La réponse est simple : l'Europe officielle avait entièrement partie liée avec le camp démocrate, communiant sous les mêmes espèces « libérales », politiques et morales autant qu'économiques et sociales. L'alternative n'est-elle qu'une Europe trumpiste ou trumpisée ?

C'est la troisième illusion d'optique : le populisme. – La panique des gouvernants européens en place ne s'exprime pas tant par rapport à l'élection en soi de Donald Trump que face à son ampleur inédite défiant toute attente, entraînant une majorité dans les deux chambres du Congrès, ajoutée à la majorité de la Cour suprême, et à la supériorité des réseaux sociaux sur la presse établie, qualifiée de « dictature » et d'« autoritarisme » pour ne pas dire plus, là où il s'agit d'un simple « phénomène majoritaire » (1).

Dans la mesure où les grands partis européens, historiquement issus de la démocratie chrétienne et de la social-démocratie, sont plus proches du camp démocrate américain, sans remonter à l'inspiration même des États-Unis d'Europe, directement tirée des Démocrates de l'ère Roosevelt-Tru-

man, il leur revient de tirer les leçons de l'échec retentissant de ces derniers. Le sénateur du Vermont, Bernie Sanders, leur avait pourtant, aux Primaires de 2016 et de 2020, indiqué une meilleure voie, plus sociale-démocrate que libérale-sociétale. L'establishment démocrate – autour des époux Clinton – l'a écartée. Nul ne sait ce que le résultat aurait été si le candidat démocrate avait conservé ses bases parmi les cols-bleus. Il est désormais trop tard. Il en va de même de la gauche française. Contrairement à une idée répandue, l'effet Trump ne profite pas seulement en Europe à une mouvance nationale-conservatrice qui serait située à l'extrême droite. L'exemple de Sahra Wagenknecht en Allemagne montre qu'une attente existe aussi à gauche.

Rêvons-nous tout haut ? Qui donc est en train de rêver ? L'Amérique ou les autres ? Autrement dit : qui dort ? Le rêve risque de nous tenir éveillés au moins pendant quelque temps. L'histoire n'est pas finie. Elle nous empêchera de nous rendormir. ■

(1). *Royaliste* n° 1266, du 20 novembre 2023 : « Où sont les Démocrates ? » ; n° 1274, du 13 mars 2024 : « Trump dictateur » ; n° 1275, du 27 mars 2024 : « Le conservatisme américain ».

Voix étrangères

Herméneutique

Certains ont voulu décrypter le discours trumpien d'après les canons de Victor Klemperer sur la novlangue nazie. Le *New York Times*, qui avait pris position pour Kamala Harris, a immédiatement promu l'autocritique et, dans un premier effort douloureux d'introspection, s'évertue à comprendre l'aveuglement démocrate face au succès de Trump. À travers un long reportage particulièrement éclairant, l'un de ses journalistes démonte non pas le discours du candidat mais sa réception par les électeurs. Il raconte comment dans ses meetings il a tourné sa chaise vers le public, dos à l'orateur. Se basant sur les réactions des assistants, il constate un gouffre entre la façon dont les médias interprètent les propos de Trump et ce que les électeurs entendent, les réparties à quoi ils rient, les histoires « *gore* » qui les tiennent en haleine.

Un exemple parmi d'autres : les déchets (*trash*). Trump n'a cessé de qualifier les grandes villes américaines telles que Milwaukee (Wisconsin) où s'est tenue la convention républicaine, ou Detroit (Michigan), de poubelles, ce qui correspond au sentiment des populations suburbaines qui les ont quittées ou même ceux qui au centre-ville cherchent à les quitter, où il a obtenu les plus fortes progressions.

Pretons le cas de Porto Rico bafoué comme telle par un humoriste lors de la réunion de Trump au Madison Square



The New York Times du 7 novembre. La presse démocrate commence son autocritique.

Garden à New York. La grande presse avait aussitôt conclu au suicide électoral, Trump ayant perdu l'électorat portoricain. La campagne Harris avait mobilisé deux artistes d'origine portoricaine. Erreur grossière : d'abord, les habitants de l'île de Porto Rico ici vilipendée n'ont pas le droit de vote dans les élections fédérales américaines, ce qui rappelle que l'île est un territoire autonome. Ensuite, les Portoricains qui votent sont ceux qui sont résidents sur le territoire fédéral américain, estimés à six millions, qui ont quitté l'île, comme d'autres ont fui Cuba ou le Venezuela. La population de l'île ne cesse de diminuer depuis 2000 de 3,8 millions à 3,2 millions. 400 000 personnes ont fui depuis l'ouragan Maria de 2017, la moitié vers la Floride où l'on compterait près d'1,5 million de Portoricains, seconde destination après New York. Or Trump l'a emporté pour la première fois dans l'un des deux comtés où ils sont le plus nombreux (Osceola) et progressé sensiblement dans l'autre (Orlando, terre du Disneyland). Il a également progressé de dix points dans les quartiers populaires de New York. Les Portoricains sont à l'unisson des autres Hispaniques qui partagent l'analyse négative de Trump vis-à-vis de ces territoires qu'ils ont quitté parce qu'en effet ils ressemblaient à l'image qu'il en donne. La moitié se définissent comme Blancs aux recensements décennaux. Ils redoutent plus que tout l'arrivée de nouveaux migrants face à la détérioration de la situation dans leurs pays d'origine. Le camp démocrate ne pouvait se tromper plus lourdement sur l'évolution des migrants une fois qu'ils auraient accès ou un espoir d'accès à la promotion sociale.

Pour faire écho à la rubrique *Voix étrangères* des derniers numéros, le recours au facteur F (fascisme) était bien un dernier aveu de faiblesse du camp démocrate (n° 1283), la maire de San Francisco, amie de Kamala, contestée sur les sans-abri, a été battue par un milliardaire, héritier des jeans Levi's (n° 1284), le sénateur démocrate sortant du Montana a été battu par un républicain, faisant basculer la majorité au Capitole (n° 1286). ■

Y. L. M

Ex-URSS

Du rêve européen au rêve géorgien

Les élections législatives en Géorgie et présidentielle en Moldavie sont révélatrices de conflits internes qui n'ont jamais cessé depuis trente ans.

La Moldavie et la Géorgie ont pour point commun d'avoir fait partie de l'ancienne URSS, constituant avec les autres Républiques non russes de l'ex-Union soviétique, l'étranger proche. Dans le langage poutinien, cela veut dire que le Kremlin a un droit de regard sur la politique de ces pays du fait de la présence en leur sein de communautés russes ou russophones. Les deux pays ont aussi en commun d'avoir connu des fractures majeures qui les ont conduits à la guerre civile ou à la fracture sécessionniste. C'est le cas en Moldavie où la Transnistrie a proclamé son indépendance en 1992 après deux années de lutte. C'est le cas aussi en Géorgie, déchirée par le conflit en Abkhazie, en Ossétie du Sud, après les provocations d'un Zviad Gamsakhourdia et son rêve d'une Géorgie aux vrais Géorgiens. Autre point commun encore, ils furent l'objet, au milieu des années 2000, de toutes les attentions des néo-conservateurs américains dont George Bush Jr était le bras armé et qui rêvaient, depuis la révolution ukrainienne de 2004, de les voir rejoindre l'OTAN et, dans une moindre mesure, l'Union européenne, convaincus qu'ils étaient que la Russie ne comptait plus sur l'échiquier mondial. Hélas ! les deux pays durent subir les foudres du tsar. La Russie, sans jamais reconnaître l'indépendance de la Transnistrie, y a maintenu des troupes. Elle a, en revanche, reconnu celles de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud au terme d'une guerre de huit jours en Géorgie.

Encore aujourd'hui, leur destin est proche même s'il n'est pas identique.

Lors de l'élection présidentielle moldave dont les tours ont eu lieu les 20 octobre et 3 novembre derniers, la présidente sortante Maia Sandu a été réélue au second tour avec 55 % des voix, mais essentiellement grâce à celles de la diaspora moldave et avec un taux de participation de 54 % des électeurs inscrits seulement. Sur le territoire même de la Moldavie, son adversaire obtient un peu plus de 51 % des voix. Si les grandes villes dont Chişinău la soutiennent, les campagnes ainsi que le nord et le sud du territoire, notamment la Gagaouzie, ont voté pour son adversaire Alexandr Stoianoglo. Et l'on ne peut pas mettre sa victoire étriquée uniquement sur le compte des manœuvres russes. Depuis quatre ans, la situation des Moldaves est loin de s'être améliorée et nombre de ceux qui ont voté contre elle ont surtout voté contre sa politique intérieure.

La victoire du Rêve géorgien, parti du Premier ministre Irakli Kobakhidze, aux élections législatives du 26 octobre est de manière incontestable entachée par des irrégularités. Les manifestations de rue soutenues par la présidente de la République Salomé Zourabichvili, les appels de l'Union européenne comme des États-Unis à respecter le verdict des urnes ont été vains. Crédité de 53,94 % des voix, le Rêve géorgien est assuré d'obtenir la majorité au parlement monocaméral de Tbilissi. Officiellement candidate à l'Union européenne, la Géorgie n'a cessé, depuis deux ans au moins, de s'éloigner des critères de convergence de Bruxelles, particulièrement dans le domaine des droits de l'homme. Les autorités géorgiennes se sont rapprochées de Moscou, adoptant une loi sur les agents étrangers directement inspirée de la législation russe et donnant lieu à de nombreuses manifestations d'hostilité. L'UE est prise au piège. Soit elle refuse de reconnaître les résultats et gèle l'adhésion de la Géorgie, et celle-ci se détournera d'elle, soit elle reconnaît les nouvelles autorités et elle découragera le camp démocrate sans aucune garantie que la situation s'améliore. ■

MARC SÉVRIEN.

Les Faits marquants

■ **Allemagne.** – Christian Lindner, ministre des Finances et unique membre du gouvernement fédéral issu du FDP (centre libéral), a été démis de ses fonctions le 7 novembre à la suite d'un désaccord sur le projet de budget. Le chancelier Olaf Scholz, à l'origine du limogeage, a annoncé qu'il poserait d'ici janvier 2025 la question de confiance au Bundestag, ouvrant la voie, en cas de vote majoritaire contre son gouvernement, à des législatives anticipées.

■ **Chine.** – Le 11 novembre, une attaque à la voiture-bélier a été perpétrée dans un centre sportif de Zhuhai (sud du pays), à la veille de l'ouverture du plus grand salon aéronautique du pays. Trente-cinq personnes ont été tuées, quarante-trois autres blessées. Le président Xi Jinping a lui-même commenté le crime en exigeant que son auteur, un homme de 62 ans, présenté comme suicidaire et psychologiquement perturbé, soit « sévèrement puni ».

■ **République démocratique du Congo.** – La Constitution va-t-elle être révisée à l'initiative de l'Association nationale des victimes ? L'Assemblée nationale a été saisie le 13 novembre d'une pétition en ce sens. Ses auteurs, appuyés par les 100 000 parrainages citoyens requis pour ce type de procédure, demandent le passage au septennat présidentiel non renouvelable, une réforme du système judiciaire et une évolution de la forme de l'État.

■ **Salvador.** – Le président Nayib Bukele a admis, le 12 novembre, l'existence d'individus emprisonnés sans motif dans le cadre de la puissante politique de lutte contre les cartels déployée dans le pays depuis son accession au pouvoir en 2019. Il a annoncé la remise en liberté de 8 000 personnes et assuré que « 100 % des innocents [seraient] libérés ». Selon une ONG, le nombre total de détenus à tort au Salvador s'élèverait à 33 000.

CASIMIR MAZET.

WIKIPÉDIA, - GOUVERNEMENT DU ROYAUME UNI



Maria Sandu et Salomé Zourabichvili. Deux femmes de tête aux prises avec l'ours russe.





SOURCE: FLICKR, PHOTO: UN BIODIVERSITY

Séance d'ouverture de la COP Biodiversité, le 21 octobre, à Cali, Colombie. Des résultats très décevants.

Biodiversité

L'échec inévitable de la COP16

par François Gerlotto.

C'est à pleurer. Après ce qu'il faut bien appeler l'échec général des accords de Paris, voici que la COP16 « Biodiversité » qui vient de se tenir à Cali, en Colombie, aboutit exactement au même résultat !

Souvenons-nous : lors de la COP 21 « Climat » en 2016, 175 « parties » (États plus l'UE) avaient signé un accord international pour limiter le réchauffement climatique à moins de 2 degrés. Mais le manque de sanctions en cas d'abandon de l'accord, la sortie des États-Unis après la première élection de Donald Trump, le retour à la routine des affaires ont fait que les engagements n'ont pas été tenus et que nous pourrions nous estimer contents si ledit réchauffement ne dépasse pas 4 degrés, soit le pire des scénarios analysés durant cette réunion à Paris.

À Cali, cela est allé encore plus loin. Les chefs d'État et de gouvernement ne se sont même pas déplacés, et les délégations présentes sont parties avant la fin, ce qui a obligé à écourter la réunion, faute d'atteindre un quorum pour voter des décisions. L'indifférence est générale sur ce qui est pourtant un sujet de préoccupation encore plus grave que le réchauffement climatique. Devant cette absence d'intérêt des médias et des gouvernements, et la méconnaissance absolue de la biodiversité par ceux qui sont censés la contrô-

ler, il faut peut-être expliquer ce qu'elle est avant d'analyser l'échec de la COP.

Un écosystème, c'est un peu comme une voiture : il lui faut un moteur et de l'énergie pour la faire avancer. Tant que le moteur marche, on peut ignorer son état et ne s'inquiéter que du niveau de combustible dans le réservoir. Si les conducteurs responsables mènent leur véhicule au garage dès qu'un voyant s'allume, les imprévoyants attendent la panne pour réagir. Notre société est typiquement un de ces conducteurs imprévoyants : les voyants d'alarme se sont allumés les uns après les autres, mais puisque l'environnement est resté stable, puisque la voiture a continué d'avancer, ils n'ont rien fait. L'énergie d'un écosystème, c'est le soleil, via la photosynthèse. Elle ne manque pas, elle est gratuite et disponible partout, ce qui nous a permis de ne même pas nous inquiéter du niveau de combustible. Le moteur, c'est la biodiversité, ce sont les interactions innombrables qui se sont établies entre les différentes espèces. Ce grand nombre d'interactions, ces redondances multiples que permet la richesse de la biosphère donnent à l'écosystème une capacité d'adapta-

tion remarquable, permettant une grande homéostasie et une résilience exceptionnelle. Mais tout a une limite, et l'un des premiers voyants qui aurait dû préoccuper le monde a été l'acidification des océans – dont *Royaliste* a fait mention il y a exactement 20 ans (1) ! Or le milieu marin est d'une extraordinaire stabilité ; il s'agit de ce que l'on nomme en chimie un « système tampon ». Son pH est resté invariable pendant des centaines de milliers d'années. Son acidification, c'était bien le signe que l'écosystème ayant été poussé au-delà de ses capacités d'auto-épuration, la panne était inévitable.

Or, que faisons-nous ? – Nous continuons de penser que la biodiversité n'est qu'une collection d'espèces, et l'écosystème une espèce de zoo où il est possible de les admirer. Mais sans nous soucier le moins du monde de ce qui en fait l'importance réelle : leurs interactions. C'est ainsi que certains défrichent sans état d'âme la forêt amazonienne, en disant : « *pour chaque arbre coupé, nous en planterons un autre* ». Ce qui pourrait se traduire ainsi dans notre parabole : « *Nous allons casser votre moteur, mais ne vous en faites pas : nous vous donnerons un sachet contenant en vrac autant de pièces qu'il en avait.* » Et l'on s'étonne que cela ne marche pas...

Intéressons-nous maintenant à la COP 16, aux sujets de discussion et aux résultats obtenus. Les plus importants dossiers concernaient d'abord des dédommagements financiers, la mise en place de construction de fonds nouveaux pour rem-

placer les précédents, inefficaces. Ensuite, la création d'aires protégées (terrestres ou marines) couvrant 30 % de notre planète. Enfin, l'un des grands dossiers, qui traîne depuis des décennies, était celui de la protection légale des droits des populations autochtones sur les espèces végétales ou animales qu'elles utilisent depuis toujours et que l'industrie (agro-alimentaire et pharmaceutique principalement) tente de privatiser.

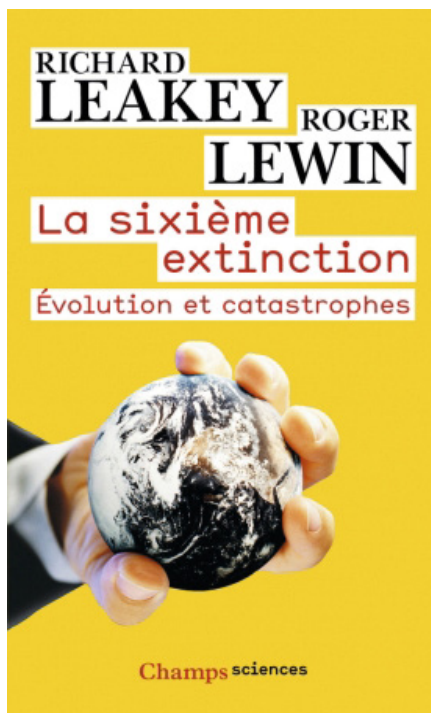
Or, sur tous ces sujets l'échec est patent. Le fameux « *fonds cadre mondial* » mis en place lors de la COP 15, qui devait recevoir 200 milliards par an, n'a été abondé qu'à la hauteur de 400 millions en deux ans ! Alors il fut question, à la COP 16, d'en élaborer un autre, proposition que les pays développés ont rejetée, arguant non sans raison que son efficacité ne serait pas plus garantie que l'antérieure : remplacer ce qui ne marche pas par ce qui n'a pas de raison de marcher ne semble pas un grand progrès.

Pour les aires protégées, même constat, peut-être un peu moins pessimiste : en effet, des réserves et des aires protégées se construisent, mais à un rythme beaucoup trop lent eu égard à l'effondrement de la biodiversité : moins de 18 % (au lieu de 30) sur terre, et moins de 9 % en mer. Et encore, en comptant les aires « sur le papier », comme en France où les aires maritimes protégées, n'étant ni protégées ni suivies scientifiquement, restent virtuelles.

Enfin, la protection des populations autochtones ressemble surtout à une entourloupe majeure. Certes, elles ont obtenu d'être officiellement représentées à la CDB (Convention sur la diversité biologique), mais on peut se demander si cette possibilité ne leur a été octroyée que parce qu'elle ne servait plus à rien. Voilà qui réclame un peu plus de précision.

Depuis des décennies, les espèces vivantes que ces populations cultivaient ou élevaient pour leurs propriétés thérapeutiques ou alimentaires essentielles ont fait l'objet de confiscation légale par l'industrie, celle-ci établissant des brevets sur l'utilisation de leurs spécificités, brevets qui, en privatisant le vivant, en rendaient de fait toute utilisation non rémunérée illégale ! Mais de nos jours, il n'est plus besoin d'aller « voler » les espèces intéressantes, puisque les génomes sont en utilisation libre sur les banques de données internationales. On peut donc offrir à ces peuples toute la protection qu'ils veulent puisqu'elle ne sert plus à rien.

En revanche, breveter le vivant, qui devrait être interdit dans le monde entier, reste très officiellement autorisé. Ce qui fait, par exemple, qu'un agriculteur dont les ancêtres ont sélectionné pendant des centaines d'années une souche de blé ou de maïs particulièrement intéressante, n'a plus le droit d'en réutiliser les semences d'une année sur l'autre, puisqu'elles font l'objet d'un brevet et appartiennent donc à l'industriel.



La 6^e extinction. Publié en 1995, l'ouvrage de Richard Leakey et Roger Lewin appelait à prendre soin de la diversité pour préserver l'humanité. En vain !

Mais la grande inefficacité de ces COP ne se trouve pas dans l'échec des propositions faites ou des instruments élaborés : elle se situe au cœur même de la conception qu'ont les gouvernements de la biodiversité, envisagée uniquement comme une question mercantile et financière, en termes d'investissements ou de dédommagements.

Les gouvernements ne conçoivent la biodiversité que comme une question

Cette façon de voir stupéfiante a pu s'appliquer avec plus ou moins de succès sur le réchauffement climatique, où la mise en place de taxes carbone permet, en diminuant la consommation d'énergie « sale » (donc les émissions de gaz à effet de serre), de réduire le réchauffement. Mais pour la biodiversité, ce n'est pas le cas : quand une espèce animale ou végétale disparaît, rien ne peut la faire réapparaître. Or elles disparaissent à grande vitesse, et nous avons vu que lorsque les rouages de la machine écologique sont retirés, c'est toute la machine qui cesse de fonctionner.

Sur quoi vraiment agir ? - Nous sommes entrés dans la « *sixième extinction* », pour reprendre le titre du livre de Richard Leakey et Roger Lewin, paru il y a trente ans ! Et les solutions ne se trouvent pas dans des compensations financières. Il y a trois causes à l'extinction de la biosphère, et c'est par rapport à elles qu'il faut agir.

La première, c'est l'explosion démographique qui a commencé au début du XX^e siècle. Pour elle, il nous a fallu confis-

quer l'espace, pour vivre, habiter, nous nourrir, etc. Cette cause, contre laquelle nous ne pouvons rien, est en train de se résoudre d'elle-même : la terre verra bientôt (dans 30 à 50 ans) diminuer la population mondiale, ce qui est déjà le cas dans tous les continents sauf (provisoirement) en Afrique. Par ailleurs, la concentration des populations dans des mégapoles a permis de réduire quelque peu la pression sur l'espace (au point que dans certains pays comme le nôtre, l'espace forestier s'est grandement accru). On voit que l'on peut résoudre ce problème temporaire par la création de réserves et d'aires protégées, comme l'ont bien vu les COP, à condition qu'elles soient créées très vite et réellement protégées.

La deuxième, c'est la pollution. Même si les émissions de GES font partie de cette pollution, il s'agit plus particulièrement ici du largage dans le milieu, de tous les matériaux, produits toxiques, masses de déchets, plastiques, sous-produits des productions énergétiques de tous types (fossiles, nucléaires, renouvelables), molécules pathogènes, etc., qui détruisent la vie de l'intérieur, par opposition au réchauffement climatique qui la détruit de l'extérieur, par des transformations physiques du milieu. Cette pollution est maintenant généralisée ; elle infecte tous les éléments, terre, océans, atmosphère, pour longtemps. Une grande partie de la biodiversité est en train de mourir de son fait. Ici, le poison a tellement pénétré au cœur de l'écosystème qu'il semble impossible de l'en extirper. On peut seulement espérer que les espèces seront capables de se défendre par elles-mêmes. Ce n'est pas impossible, l'adaptation de la vie étant si forte : on sait que les alentours de Tchernobyl ne sont pas des déserts, mais au contraire des oasis de vie du fait de l'absence de l'homme (mais de quelle vie ?). Il n'en reste pas moins essentiel de cesser d'ensevelir la planète sous un tel monceau d'ordures, car ce n'est plus la biodiversité qui sera alors en grand danger : c'est l'humanité.

La troisième enfin, c'est le changement climatique. Quelle qu'en soit l'origine, la transformation de leurs conditions environnementales oblige les espèces à des adaptations rapides. Or il faut du temps avant qu'un changement adaptatif apparaisse dans un individu se transmette à l'ensemble de l'espèce. Le temps, c'est hélas ce qui manque dans cette phase de réchauffement, qui est, de plusieurs ordres de grandeur, plus rapide que toutes celles qui l'ont précédée. Ici aussi, notre seule action possible est de réduire d'urgence les causes de réchauffement, et d'espérer que la résilience de la biosphère permettra de passer ce mauvais cap.

Voilà en tout cas qui nous mène loin des dossiers discutés lors de la COP 16 – et de celles qui vont suivre. ■

(1). *Royaliste* n° 848, décembre 2004.



SOURCE : UNIVERSITE DE BORDEAUX, CENTRE EMILE DURKHEIM.

Vincent Tiberj. Sociologue et politiste.

Idées politiques

Derrière la « droitisation » supposée... une « grande démission » avérée

par Casimir Mazet.

Non, les Français ne sont pas de plus en plus à droite ! C'est la thèse défendue contre des apparences trompeuses par le sociologue Vincent Tiberj dans un ouvrage remarquablement étayé. Les partis de gauche peuvent-ils pour autant y voir une lueur d'espoir ?

Toutes les élections qui se sont succédées depuis 2017 ont conduit au constat sans appel du recul du total des voix de gauche. Le centre de gravité du débat politique semble s'être déplacé lui aussi vers la droite, tel un phénomène de « *dextrisme* » qui serait le pendant inversé du lointain « *sinistrisme* » théorisé par Albert Thibaudet. En témoignent non seulement les votes pour l'extrême droite – le RN, ex-Front national lepéniste, étant désormais le premier parti de France en nombre d'électeurs –, mais aussi le fleurissement de médias catalogués comme très conservateurs, sinon nationalistes.

Le grand chambardement macroniste a contribué à brouiller les pistes, engluant dans son magma centriste libéraux de droite et de gauche... Du champ de ruines qu'est la politique française, Vincent Tiberj, chercheur en sociologie politique au Centre Émile-Durkheim (Science Po Bordeaux), propose une lecture à contre-courant des analyses dominantes. Appuyé sur des séries d'enquêtes d'opinion, son travail montre une société en évolution, surprenante de nuances.

La citoyenneté sans le vote. – Radicalisé, blasé, aigri, l'électeur français ? Vincent Tiberj répond par la négative. Le dépouillement des urnes offre une réalité du pays, l'examen attentif des opinions peut en donner à voir une différente. L'hypothèse que propose l'universitaire pour expliquer le décalage entre le résultat des récentes élections et un corps de citoyens beaucoup plus

Le vote par défaut conduit bien à une représentation par défaut.

à gauche est celle de la « *grande démission* ». Celle-ci est démontrable par la progression de l'abstention chronique hors des catégories qui s'y livrent habituellement, tel le groupe des personnes trop âgées ou affaiblies pour participer au vote. Ouvriers, employés, cadres, jeunes, quarantenaires, retraités... Les défaillances s'observent désormais partout, moins toutefois parmi les classes supérieures. Parmi la cohorte des nouveaux abstentionnistes durables, beaucoup ne trouveraient plus dans le vote la matérialisation de leurs valeurs, et lui substitueraient dès lors d'autres formes

d'engagement (associatif, caritatif, humanitaire...). Ces actions citoyennes, même hors de l'isoloir, n'en demeurent pas moins éminemment politiques.

Pour expliquer la grande démission, se serait finalement en cause « *un défaut d'incarnation évident, d'autant que la citoyenneté distante est beaucoup plus présente chez les électeurs qui pourraient voter à gauche que dans les segments de la droite classique* ». Quant aux électeurs encore actifs, faute d'offres politiques adaptées à leurs convictions, ils se contenteraient désormais de multiplier les votes de « *barrage* » au bénéfice du « *moins pire* ». Attitude électorale dont l'issue mécanique serait d'avantager le bloc centriste, moins rejeté dans l'opinion que le bloc de « *droite* » dominé par le RN et celui de « *gauche* » par La France insoumise, souligne Vincent Tiberj. Le vote par défaut conduit bien à une représentation par défaut. C'est là encore un enseignement des dernières législatives. Rien n'est figé et il ressort, de la lecture de l'essai, la conviction que la recomposition politique, engagée en 2017 par la déroute historique des partis traditionnels, ne fait en réalité que commencer. Si 28 % des individus se déclarent de gauche en 2022, quand ils étaient 36 % en 1976, la mesure est plus cinglante encore pour la droite : 32 % de sondés se classaient à droite en 1976, ils ne sont plus que 24 % aujourd'hui. Les vrais gagnants sont les non-alignés déclarés, qui représentent aujourd'hui 48 % de la population. Mais une contradiction apparaît dans la démonstration puisque, parmi ces « *non-alignés* », se dissimule l'essentiel des électeurs macronistes et frontistes...

Une France progressiste ? – Ni l'accroissement médiatique de certains débats (sur l'immigration, sur l'islam, sur l'insécurité au quotidien...), ni les épiphénomènes de protestation conservatrice (Manif pour tous...) ne sont de nature à remettre en cause ce qui apparaît comme une réalité statistique solidement établie : les Français sont de plus en plus ouverts et « progressistes ». Les chiffres, issus de baromètres d'opinion établis sur le temps long, sont éloquentes. Qu'on en juge par exemple avec celui-ci : en 1973, 24 % des Français jugeaient l'homosexualité acceptable ; ils sont désormais 90 %. En outre, et sans surprise, les nouvelles générations se montrent plus sensibles que les plus anciennes aux droits des minorités, notamment sexuelles. Quant aux valeurs économiques et sociales, elles n'enregistrent qu'une régression contenue. La construction d'un indice de « préférence sociale » à partir d'un ensemble d'indicateurs permet ainsi d'établir qu'une majorité de Français (51 %) sont encore favorables aux politiques de redistribution (contre 62 % en 1981). L'essai tord donc le cou à l'idée selon laquelle les Français auraient définitivement tourné la page de la République sociale, étant conquis et convaincus par la loi du marché.

Que penser alors de ces sondages en cascade qui, chaque jour, nous enseignent que les Français sont de plus en plus nombreux à solliciter la réduction drastique de l'immigration ? Que l'antisémitisme renaît, en particulier chez les Français musulmans ? Que les personnes interrogées rejettent l'assistanat et plébiscitent des coupes claires dans les dépenses publiques ? Le sociologue se veut pédagogue sur les « bons » et les « mauvais » sondages : ceux dont la méthodologie, la formulation des questions, le panel et les conditions de participation permettent de garantir la fiabilité des réponses ; ceux qui n'offrent pas ces garanties et sont sujets à caution. Il est loisible d'affirmer avec lui que tous les sondages ne se valent pas, que des questions de société posées sur Internet dans les heures suivant un fait divers ne peuvent avoir la même rigueur scientifique que les enquêtes réalisées à intervalles réguliers dans des conditions équivalentes, sans parasitisme de l'actualité. La thèse centrale de l'ouvrage est donc convaincante. Quoique l'on admette sans réserve l'évolution de l'opinion dans un sens progressiste à l'échelle d'un demi-siècle, il est à craindre qu'une polarisation des Français soit en cours, en réaction à l'échec patent du « moment Macron » dans une atmosphère de fin de régime et de doutes sur la santé économique et la sécurité de l'Europe. Une tendance trop récente pour apparaître dans les radars de l'analyse universitaire... Le doute restera permis. ■

► Vincent Tiberj, *La Droitisation française. Mythe et réalités*, Presses universitaires de France, septembre 2024.

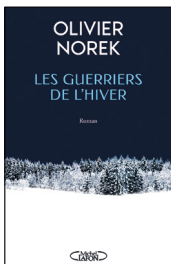
Seconde Guerre mondiale

Les guerriers de l'hiver

Les Guerriers de l'hiver, par Olivier Norek, Michel Lafon, août 2024.

La Finlande dans la Seconde Guerre mondiale, par Louis Clerc, préface de Jean Lopez, Perrin, mai 2023.

Tous les silences, par Arttu Tuominen, Éditions de La Martinière, septembre 2024 (traduit du finnois, 2021).



La première conséquence de l'invasion russe de l'Ukraine avait été l'abandon par la Finlande de sa neutralité (1). Trois auteurs reviennent sur l'histoire finlandaise qui permet d'éclairer cette décision capitale. Trois genres différents se recoupent : polar, histoire, roman.

Auteur à succès de romans policiers, Olivier Norek a réussi un grand roman de guerre directement inspiré de l'invasion russe de la Finlande le 30 novembre 1939. Cette guerre défensive de 105 jours présente plusieurs points de comparaison avec la guerre en Ukraine. Une armée qui comptera jusqu'à un million d'hommes et devait entrer dans Helsinki en quelques jours n'avancera pas de plus de 15 km en trois mois. L'impréparation de l'Armée rouge encouragera Hitler à lancer l'opération Barbarossa. Norek alterne les récits côté finlandais et côté soviétique avec un art consommé, vus au niveau individuel : l'histoire du quotidien des combattants avec un grand réalisme, un amour des paysages de l'hiver, de la forêt, du froid.

Mais qui connaît cette guerre finno-soviétique qui rebondira avec l'offensive allemande de juin 1941 jusqu'à l'armistice de septembre 1944 ? Un Français, un seul, professeur à l'université de Turku, Louis Clerc. Il était en train d'achever son histoire quand la guerre a commencé en Ukraine. La Finlande, grand-duché russe de 1808 à 1917, a payé ses guerres de 10 % de son territoire (la Carélie et la presqu'île de Petsamo sur l'Arctique). Comme la Finlande, l'Ukraine aurait pu acquérir son indépendance dès 1918 si Clemenceau n'avait pas rejeté d'un revers de main les demandes ukrainiennes à la conférence de paix de Paris. En cas d'accord, demain peut-être devra-t-elle payer la guerre de 20 % de son territoire jusqu'au Dniepr ?

Entre la guerre d'hiver et la guerre de continuation, 1200 Finlandais se battirent dans ces régions ukrainiennes au sein des SS allemands (division Viking). Le sujet n'est devenu public qu'en 2019 ! Après la parution d'un ouvrage controversé, les autorités ont enquêté et livré un rapport exhaustif dont s'est emparé l'un des meilleurs auteurs finlandais de romans policiers, Arttu Tuominen. Il imagine que deux

de ces anciens SS, nonagénaires en 2019, sont traqués après avoir été reconnus par des Israéliens comme les bourreaux d'un millier de Juifs vers Dniepropetrovsk. L'auteur alterne avec subtilité et sensibilité les scènes de 1941 et l'enquête policière de 2019. Les trois éclairages se complètent dans un magnifique bouquet. ■

DOMINIQUE DECHERF.

(1) Voir *Royaliste* n° 1233 du 25 avril 2022, « La guerre d'hiver ».

Essai

Bernanos et Zweig

Échec et mat au paradis, par Sébastien Lapaque, Actes Sud, septembre 2024.



Sébastien Lapaque a publié plusieurs livres sur Georges Bernanos, notamment sur Bernanos au Brésil, pays dont il est devenu un fin connaisseur au fil des voyages et des rencontres. Sa dernière aventure ? Implanter un vignoble au sud du pays... C'est dire si le pays lui est cher et familier.

Aussi aurait-on pu penser que son essai consacré à la visite, fin janvier 1942, rendue par Stefan Zweig à Bernanos dans sa ferme de la Croix-des-Ames, à Barbacena dans le Minas Gerais, n'était qu'un moyen de redire autrement des choses qu'il avait fort bien écrites par ailleurs sur cette insolite rencontre entre ces deux auteurs monarchistes en exil, le biographe juif autrichien, délicat, habitué des palaces, accompagné de sa très jeune seconde femme, et le croisé français, brut de décoffrage, à son aise chez les vachers brésiliens. Peut-être. Mais c'est ici avec un tel talent renouvelé, une telle force, une telle opiniâtreté dans la volonté de comprendre, qu'en vérité il réussit là un de ses plus beaux livres. Le jury Renaudot ne s'y est pas trompé qui vient de lui attribuer son prix de l'essai.

« Certain flacon de barbiturique restait à portée de main. Le 26 mai, le 28 mai et le 12 juin [1940], avant l'annonce de la capitulation française, Stefan Zweig a confié à son journal l'intention d'en finir. Il a cependant choisi la vie. De Londres à New York, et de New York à Rio de Janeiro, de Rio de Janeiro à Buenos Aires, et de Buenos Aires à Montevideo, de Montevideo à Rio, de Janeiro à Petrópolis, en passant par la fraîcheur de Barbacena, chez Georges Bernanos, catholique allumé en communication directe avec le Ciel, antisémite à l'âme lavée par le sang des agneaux égorgés par l'Antéchrist – et à l'esprit réveillé par ceux qui refusaient de l'être –, ce depositaire des anciennes valeurs de l'Europe a cherché le refuge d'une patrie intérieure. » (p. 216)

L'idée de mettre fin à ses jours était venue à Zweig quand le romancier, qui avait connu tous les succès (il fut l'auteur le plus imprimé de son temps) et bénéficiait au Brésil d'un accueil en apparence déférent, avait commencé à craindre la disparition complète de tout son « monde d'hier », celui de la Vienne capitale culturelle de l'Europe, chantée dans un des trois derniers manuscrits rendus à ses éditeurs en 1942 (*Le Monde d'hier* continue de se vendre aujourd'hui à 20 000 exemplaires chaque année), mais aussi tous les refuges possibles jusqu'à Pétrópolis, ville-musée des empereurs brésiliens, où des exilés allemands défilaient avec des drapeaux à croix gammée. Il avait hésité, jeté les bases de nouveaux projets, programmé des voyages... Avant de renoncer à vivre. Entraînant dans son suicide sa jeune seconde épouse. Pourquoi ?

De cette enquête Sébastien Lapaque aurait pu faire un roman voire une uchronie – Bernanos redonne espérance à Zweig et celui-ci renonce à mourir –, une pièce de théâtre – les dialogues qu'il a reconstitués comprennent des indications de jeu –, un pur essai historique – 25 ans de recherches précises dans les bibliothèques brésiliennes, à la chasse aux photos jaunies et aux derniers témoins, dans les monastères, les cafés... Il a fait autre chose, à sa manière : un ovni littéraire qui peut déconcerter. On est bercé par l'accumulation des noms brésiliens à tiroirs, des lieux et des personnes, on est saisi par la beauté de son style – quoiqu'il s'en défende drôlement. On est relancé par un découpage audacieux mêlant passé et présent et différents genres littéraires, et finalement, on est contaminé par l'amour du Brésil éprouvé par Sébastien Lapaque et entièrement convaincu de la justesse de ses intuitions politiques et spirituelles. ■

FRÉDÉRIC AIMARD.

Les Lettres

Le Juif rouge broie du noir

Le Juif rouge, par Stéphane Giusti, Seghers, août 2024.

Lorsqu'ils veulent parler des Juifs sans encourir de condamnation pénale, les antisémites – qui pour la plupart ont pris l'habitude de se réclamer de l'antisémitisme – utilisent des termes spécifiques. Ils parlent de « dragons célestes ». Pourquoi ? Pour le comprendre, il faut faire un détour par l'univers du manga, notamment la saga *One Piece* d'Eiichirō Oda.

Dans cette série de plus de cent tomes, les « dragons célestes » désignent la haute noblesse de sang. Ils arborent une coiffure baroque et sont reconnaissables à leurs vêtements blancs, ainsi qu'au scaphandre qu'ils portent pour ne pas respirer le même air que les autres. Ils sont les descendants des fondateurs du gouvernement mondial. Ils sont riches, puissants, vivent entre eux.

Selon la sociologue franco-israélienne Illana Weizman (*Des Blancs comme les autres ? Les Juifs, angle mort de l'antiracisme*, Paris, Stock, 2022), les Juifs étant perçus – d'après certains internautes antisémites – comme riches et passés maîtres dans l'art de tirer discrètement les ficelles à leur avantage, c'est assez « naturellement » que le nom porté par les personnages du manga a fini par leur être accolé.

Autour de l'hebdomadaire *Rivarol*, on préfère d'autres expressions, évitant de référer à une culture populaire d'origine asiatique. Dans *L'art de l'invective et de la ruse dans le genre pamphlétaire, l'exemple du journal Rivarol (2007-2021)* (<https://doi.org/10.1051/shsconf/202213805003>), Hugues Galli, linguiste, a démontré, preuves à l'appui, que les circonvolu-

tions sémantiques ne manquent pas pour désigner « l'ennemi » sans pour autant subir les foudres de la loi : « *Le lobby* », « *Sion* », « *La Synagogue* », « *Les Gros des médias* », etc.

D'autres, encore, évoquent la « mafia khazar » ou « les Khazars ». En effet, différentes communautés complotistes autour du globe ont récupéré l'histoire de ce peuple installé entre la mer Noire et la mer Caspienne du VI^e au XX^e siècle, cela pour tenir des « discours expliquant que les Khazars et leurs descendants seraient à l'origine d'une conspiration mondiale visant à exploiter les peuples de la planète », qu'« ils seraient derrière un projet d'instauration d'un supposé nouvel ordre mondial satanique » et que, « parmi leurs représentants aujourd'hui, il y aurait pêle-mêle les Rothschild, Kissinger ou encore Soros » (France Inter, 10/06/2022).

Est-ce pour tourner en ridicule ce dernier tissu d'âneries que Stéphane Giusti a pris la plume pour écrire son tout premier et remarquable roman, *Le Juif rouge* ? Quoi qu'il en soit, Giusti nous donne un tout autre son de cloche concernant le royaume khazar et, en son sein, des *royte yidn* (« les Juifs rouges »), « guerriers géants [...] qui vivaient libres au-delà du Caucase », « fiers d'être Juifs sans jamais avoir été asservis », « grands, roux et couleur de feu », nés pour protéger les Juifs de leurs ennemis – qui ne manquent pas, on l'aura compris.

Avec Giusti, pas de « mafia », ni de complot satanique. S'il est un mal démoniaque qui rôde, c'est celui qui s'empare des hommes – et parfois aussi des femmes – puis les conduit à détester les Juifs au point de les massacrer, aussi bien dans la Roumanie du roi Ferdinand que dans cette Palestine sous mandat britannique, où commencent à affluer, sous les coups des pogroms d'Europe centrale et orientale ou encouragés par le sionisme naissant, des milliers de Juifs fatigués d'une persécution au moins bimillénaire. C'est l'antisémitisme.

Cet antisémitisme, « Aaron Tamerlan Munteanu, né le 28 mai 1884 à Galati », dernier des Juifs rouges et héros du roman, est contraint de le voir sévir *ad nauseam*, sans pouvoir jamais l'empêcher vraiment de nuire. Il s'agit d'une malédiction à laquelle l'a condamné le fantôme (*dibbouk*) d'un rabbin pour avoir tué un homme alors que le Décalogue l'interdit, même en cas de légitime défense. De celle-ci, Giusti tire une épopée magistrale. Et ce qu'il donne à méditer n'a rien à envier à l'excellente enquête qu'avait livrée le journaliste Albert Londres à partir de 1930 dans *Le Petit Parisien* sous le titre *Le drame de la race juive*, à l'issue d'un périple en Europe et au Proche-Orient, rééditée en février dernier (*Le Juif errant est arrivé*, Arléa-Poche, n° 291). Probablement l'un des plus grands romans de cette rentrée littéraire. ■

ANDRÉ PIERRE.



Stéphane Giusti.

© SEGHERS, AOÛT 2024.

DR.



Par Gérard Leclerc

Hannah Arendt, contemporaine capitale

Si mon souvenir est exact, la photo d'Hannah Arendt accompagnait celle de Simone Weil dans le bureau de Jacques Juliard. Et ce n'est pas l'effet du hasard si les œuvres de ces deux femmes éminentes se côtoient dans le même rayon de ma bibliothèque. Certes, le XX^e siècle n'a pas manqué de penseurs, de philosophes, d'écrivains (au masculin !) mais les auteurs – non je n'écrirai pas autrices, qui m'écorche les oreilles ! – des *Origines du totalitarisme* et de *L'Enracinement* occupent une place, à mon sens, privilégiée. Et de plus en plus actuelle. Car face au dénigrement généralisé de notre passé et de notre héritage, elles opposent la protestation la plus motivée et la plus pertinente. Leur accord, là-dessus, est impressionnant. Je pourrais aligner les citations à ce propos, même si les mots choisis sont parfois différents. Bérénice Levet note que « le mot *enracinement* n'apparaît pas sous la plume d'Arendt, mais le double sens, géographique et temporel, qu'il reçoit chez Simone Weil ne lui est en rien étranger. Le besoin d'inscription dans un pays, un paysage, un lieu historiquement constitué est reconnu par Arendt aussi fondamental à l'âme humaine, qu'il l'est pour la philosophe française ». Et si le mot *enracinement* ne figure pas chez Arendt, on y trouve bel et bien celui de *déracinement*, qui est au cœur de son analyse des totalitarismes.

René Girard aimait citer le mot de Simone Weil sur le *déracinement* comme le plus grand crime commis notamment à l'égard des plus démunis de ce monde, ce à quoi Hannah Arendt aurait acquiescé de la façon la plus spontanée. Et s'il y avait un lieu d'*enracinement* privilégié pour tous, c'était bien celui de la nation. L'auteur de *L'Enracinement* y consacre de longs développements. Hannah Arendt s'insurge contre une conception internationaliste qui niait la nécessité des nations. Bérénice Levet peut citer, à ce sujet, une lettre qu'elle adresse à son collègue Karl Jaspers en 1957 : « Les concepts politiques sont fondés sur la pluralité, la diversité et les limitations réciproques. Un citoyen est par définition un citoyen parmi des citoyens d'un pays parmi des pays. Ses droits et ses devoirs doivent être définis et limités, non seulement par ceux de ses concitoyens mais aussi par les frontières d'un territoire. »

Pour ma part, je serais tenté d'appliquer ce genre de distinction à la question européenne. Car j'ai souvent l'impression que l'Europe rêvée sur le mode supranational est une façon d'échapper aux limites de la nation trop étroite aux européistes, mais aussi à ce qu'il y aurait d'idolâtrique dans l'attachement à un pays historiquement formé. Mais pour quelle projection répudiant le cadre national ? Un au-delà historique, qui chasserait définitivement les fantasmes meurtriers d'hier ? En somme, une internationale provisoire, en attente de la définitive. Mais au-delà du rêve réapparaissent les contraintes politiques et militaires face à un monde difficile et nullement disposé à s'identifier à l'universel. Ce qui rejoint l'avis autorisé d'Arendt : « Le citoyen du monde kantien est en fait un *Weltbetrachter*, un spectateur-du-monde. Kant savait très bien qu'un gouvernement du monde serait la pire des tyrannies imaginables. »

C'est au dernier essai de Bérénice Levet (*Penser ce qui nous arrive avec Hannah Arendt*) que je dois ce retour à cet écrivain capital. Familière depuis toujours de son œuvre, elle lui avait déjà consacré une étude importante sur son parcours « littéraire, pictural et musical ». Sur ce terrain-là aussi, je pense qu'il y a accord avec Simone Weil qui écrivait : « La contemplation des œuvres d'art authentiques, et bien davantage encore celle de la beauté du monde et bien davantage encore celle du bien inconnu auquel nous aspirons peut nous soutenir dans l'effort de penser continuellement à l'ordre humain qui doit être notre premier objet. » La référence à la beauté du monde est aussi à retenir, car elle se rattache à ce qu'Arendt

appelle amour du monde, « *amor mundi* », ce qui signifie, explique Bérénice Levet : « Se plaire aux limites que la condition humaine nous fixe, rompre avec la révolte proprement moderne contre le donné de l'existence, rester inaccessible à cette chimie d'un homme qui se voudrait cause de lui-même, rendre ainsi leur grandeur et leur noblesse aux affaires humaines, au séjour terrestre. »

J'avoue me demander ce qu'Hannah Arendt aurait pensé de la conception qu'avait Claude Lefort de la démocratie comme « lieu vide ». Sans doute aurait-elle été sensible à la part de liberté, d'invention que requiert l'exercice citoyen. Mais elle aurait vivement protesté, au double titre de son amour du monde et de l'héritage. Être lancé dans l'existence à la naissance, ce n'est pas être projeté dans le vide. C'est entrer dans le monde, avec l'impératif de l'aimer : « Aimer le monde, c'est reconnaître qu'il est une partie non choisie, récalcitrante de l'existence, or, plutôt que d'entrer en rébellion contre ce que l'on tient étranger, voir dans ce donné, un don, dans cette adversité même non pas un adversaire à écraser mais avec lequel il faut nous apprendre à composer. » À cette définition, il convient d'ajouter ce que Bérénice Levet dit de l'héritage, autrement dit de la tradition. Arendt était très sensible à la rupture de tradition, qui est un fait avéré, et qui requiert une disposition particulière : « Il se pourrait qu'aujourd'hui seulement le passé s'ouvre à nous avec une fraîcheur inattendue et nous dise des choses pour lesquelles personne encore n'a eu d'oreilles. » Il n'y a donc pas lieu de faire son deuil du passé, car sans lui l'existence perdrait totalement sa dimension de profondeur : « Car la profondeur et la mémoire sont la même chose, ou plutôt la profondeur ne peut être atteinte par l'homme autrement que par le souvenir. »

L'essai de Bérénice Levet ne se limite nullement à ce rappel des notions sur lesquelles j'ai tenu à insister. Il rend compte de toute la richesse d'une investigation dont l'étude nous permettrait d'affronter tous les défis du présent : « La fécondité de la pensée de notre philosophe tient à ce qu'elle nous permet de ne pas en rester à l'écume des choses, en l'occurrence à l'écume des crises qui corrodent nos sociétés. Elle nous conduit aux sources mêmes du mal. Chacune de celles qu'Arendt diagnostique et qui demeurent les nôtres - crise de l'autorité politique, crise de l'éducation et de l'école, crise de la culture, offensives tournées contre la langue, contre notre histoire – a son ancrage dans la modernité dans son esprit et dans sa lettre ; toutes sont révélatrices de ses failles et de ses impensés ; toutes ont à voir avec le rapport épineux, c'est un euphémisme, que nous entretenons avec le passé. »

Ce qui apparaît avec la plus grande force, c'est la pénétration anthropologique d'une pensée qui ne s'attarde pas au vide de l'exclusif souci de soi, pour creuser au plus profond ce qui est notre humaine condition. Condition nullement figée, mais inscrite dans des données, qui loin de s'opposer à son développement, lui permettent son expansion originale. « Il est trop de constances à travers l'histoire pour conclure à une plasticité intégrale de l'homme et il est suffisamment d'imprévisibles pour en conclure à une essence intangible. Arendt était travaillée par cette tension irréductible. »

Par chance ou par grâce, le témoignage de cette contemporaine capitale est là pour nous éclairer dans nos incertitudes et nos perplexités. Nullement déstabilisée par le poids du malheur qu'elle a pourtant exploré le plus profondément, elle nous permet de croire encore et toujours à un avenir où le meilleur du monde subsistera et rayonnera. ■

► Bérénice Levet, *Penser ce qui nous arrive avec Hannah Arendt*, Éditions de l'Observatoire, septembre 2024.



SOURCE: WIKIPEDIA, PHOTO: PERIPATETIC

Musée Hergé à Ottignies-Louvain-la-Neuve, Belgique.

Bande dessinée

Hergé toujours là

par Gihé.

Quarante et un ans après son décès, le père de Tintin continue à occuper l'esprit et le cœur des amateurs du petit reporter belge, tout en suscitant nombre d'études. Celles-ci se nourrissent de (re)découvertes mais aussi du patient travail d'archives et de rapprochements avec l'actualité.

Bien qu'il faille se méfier des approches psychanalytiques qui en disent souvent plus sur leur auteur que sur le sujet étudié, on se passionnera d'abord pour l'approche d'un tintinologue averti, Pierre Fresnault-Deruelle, *La Castafiore, un anti-récit* (Georg Éditeur). On pourrait le sous-titrer : « comment aller au-delà de l'apparente inaction de l'album », sans doute le plus singulier de la production hergéenne.

Très populaire, très vendu et très traduit, *Les Bijoux de la Castafiore* ne constitue pas le seul titre ressorti, en l'occurrence l'an passé, sous la forme originelle des planches pré-publiées dans Tintin en 1961-1962. Outre *Le Temple du Soleil* reparu en 1988 à la façon du journal en 1946-1948, Les Éditions Moulinsart avaient, en 2019, mis sur le marché Tintin. *Les premiers pas sur la Lune*, bien que l'ensemble portât originellement la dénomination d'*On a marché sur la Lune*. Comme les 117 pages du total n'atteignaient pas les 124 réglementaires, Hergé avait ajouté des vignettes tout en supprimant certains épisodes comme Milou jeté par mégarde hors de la fusée; de même, il avait modifié ou harmonisé certaines couleurs, telles celles des combinai-

sons de travail ou du char lunaire, dont le bleu est pourtant revenu en quatrième de couverture; il avait également amendé des textes comme le billet d'adieu de Wolff. Précisons que cette édition, dont on a peu parlé et qui a été tirée à seulement 3 000 exemplaires, ne se trouve pas facilement aujourd'hui; on regrettera par ailleurs que le format des planches ait été réduit à 13,5 x 18. On pourra la compléter par les rapprochements avec l'aventure spatiale ultérieure opérés par Martin Vanden Bossche dans une coédition Prisma/Moulinsart, *Tintin. L'aventure de l'espace. À l'aube de nouvelles découvertes*.

Autre publication Moulinsart qui ne se trouve pas à la disposition du grand public, *Tintin, Hergé et Tchang*, co-édité il y a quelques mois avec le département des Alpes-Maritimes à l'occasion de deux expositions à Nice. Abondamment illustrée, elle aborde les liens entre les deux jeunes hommes et les goûts artistiques d'Hergé sous la forme d'un double accordéon recto verso.

De leur côté, les éditions Prisma, par le biais de la revue *Geo*, ont lancé la série *Tintin, c'est l'aventure*, qui donne volontiers dans le politiquement correct et le

woke. Le n° 18 montre *Les fêtes autour du monde*, et le 20 *Le sport, esprit olympique*, qui permettent de retrouver des illustrations d'Hergé, mais ne constituent qu'un prétexte à chaque volume. Dans le même cadre, *Haddock. Un homme à la mer* aide à saisir comment Hergé s'est servi du capitaine pour faire connaître les mondes marin et sous-marin.

À ceux qui se passionnent pour le rapport du créateur avec son temps, recommandons une suite parue la décennie précédente, due essentiellement au magazine *Historia*: les deux volumes formant *Les Personnages de Tintin dans l'histoire* demeurent d'une grande pertinence historique et graphique.

On apprendra également beaucoup dans l'étude richement illustrée – sauf de dessins originaux, étant donné la politique restrictive des ayants-droit – de Patrick Mérand sur *Les Coulisses d'Hergé* (Éditions 1000 Sabords); album après album, on pénètre dans les sources de l'œuvre. Jacques Langlois, lui, a exploité un abécédaire oublié, à savoir les 360 entrées permettant de suivre Hergé et le carnet oublié. L'auteur de Tintin raconté par son dernier répertoire (Georg Éditeur), à savoir celui de ses relations. Contribue également à une meilleure approche la remise en ordre effectuée par Patrice Guérin dans *Tintin au-delà des idées reçues. 22 contre-vérités sur Hergé et son œuvre* (Les Impressions nouvelles), simple et efficace.

Enfin, deux interrogations sur l'œuvre du grand auteur bruxellois. D'abord, son ancien secrétaire particulier (de 1978 à sa mort en 1983), Alain Baran, expose non seulement le quotidien d'alors, mais aussi ce qu'il est ensuite advenu, du point de vue

administratif, scénaristique, juridique et économique : *Dans l'ombre d'Hergé* (Racine), Renaud Nattiez, en interrogeant « 7 fils de Tintin » constituant tout autant de spécialistes, essaie de décrypter ce que l'avenir réserve à l'œuvre : *Demain Tintin ?* (1000 Sabords).

N'oublions pas de mentionner la fructueuse revue *Les Amis de Hergé*. Les n^{os} 76 et 77 permettent, par exemple, de percer les mystères aussi bien des diverses Jeep dessinées par le maître, grand amateur, on le sait, d'automobiles, que de l'inspirateur du professeur Tournesol – qui n'est pas Auguste Piccard, lequel a fourni sa tête au professeur Halambique du *Sceptre d'Ottokar* et au scientifique suédois Erik Björngenskjöld dans *L'Étoile mystérieuse*. ■

Cinéma

Finalelement, de Claude Lelouch

Claude Lelouch a 86 ans et cinquante films à son actif, mais il a toujours cinquante histoires à raconter dont chacune pourrait faire l'objet d'un nouveau scénario complet. Ce sont, on n'en doute pas, des histoires vraies, certaines, traumatiques, enfouies dans sa mémoire depuis sa prime jeunesse, d'autres prises au vol de l'actualité et marquées dans un scénario à rebondissements. Il y a des réminiscences visuelles sentimentales, dont ici celle, récurrente, de son ami Lino Ventura. On y parle surtout du rapport des humains à l'amour – celui que l'on reçoit, que l'on donne ou qui nous manque – dans des dialogues brillants, pillés, à la Michel Audiard, dans la plus belle sagesse populaire. Il y a une ambiance musicale variée et de qualité (Ibrahim Maalouf et Didier Barbelivien, la merveilleuse chanteuse – et comédienne à part entière – Barbara Pravi) qui contribue au rythme et à l'avancée de l'intrigue. Les images, les paysages sont magnifiques. C'est du beau cinéma qui transmet gaiement une émotion.

Le héros de ce film s'appelle Lino, interprété par Kad Merad. Au sommet de la réussite professionnelle et familiale, cet avocat laisse tout tomber et se retrouve vagabond à casquette, faisant du stop sur les routes de Normandie ou du Quercy, marchant avec un bagage minimum (et une trompette), couchant à la belle étoile, pour finir devant le Palais des papes en plein Festival d'Avignon. Il a jeté son téléphone portable à l'eau, et sa femme (Elsa Zylberstein) et leur meilleur ami (Michel Boujenah) le cherchent en vain. Lino inquiet certaines de ses rencontres masculines par des propos où il se dit poursuivi par la police. Avec les femmes, il a plus de chance mais provoque quelques dégâts collatéraux malgré ses bonnes intentions.



Les raisons de cette errance et la façon dont tout cela se termine, on ne doit pas le dire, pour ne pas gâcher le plaisir des spectateurs. Même si l'on peut retenir qu'une des idées exprimées est que, dans un monde de plus en plus fou, la folie peut sembler une porte de sortie raisonnable. Claude Lelouch a trouvé ici un argument simple, qui se tient et qu'on n'a pas trop de mal à suivre. C'est une sorte d'exploit, car les flash-back et les scènes surréalistes ne manquent pas. Par exemple, une rencontre avec le Christ et ses douze apôtres, ou une autre avec un personnage (Raphaël Mezrahi) qui se présente comme étant Dieu tout simplement... Le Buñuel de *La Voie lactée* n'est pas loin. Mais Lelouch n'approfondit pas, rebondit, nous emmène ailleurs, avec sa légèreté et son brio habituels.

Il y a tellement d'acteurs – ou d'humoristes – connus, qui jouent un rôle ou font une apparition, qu'on se croit parfois dans un cocktail mondain au Festival de Cannes. Jusqu'à Laurent Dassault, qui a participé au financement du film, et joue un petit rôle de banquier, sous son prénom de Laurent ! Pour la principale vedette féminine, on a Elsa Zylberstein, qui n'a sans doute pas trop à forcer sa nature pour jouer les stars de cinéma odieuses. Michel Boujenah est dans son emploi de raconteur d'histoires un peu trop lourd mais sympathique. Sandrine Bonnaire ou Françoise Gillard ont de jolis rôles qui conviennent bien à la douceur qu'elles savent exprimer à travers les premières marques de l'âge. Françoise Fabian se retrouve, comme souvent, dans un digne rôle de (grand-)mère aux prises avec un secret de famille... Kad Merad donne de l'épaisseur au film par la fragilité qu'il sait exprimer, par les expressions de son visage filmé avec des éclairages contrastés... Bref, tout le monde est à sa place et tire bien son épingle du jeu.

Une fois de plus, Lelouch a réussi son coup et, content de sa formule, il promet à la dernière image, une suite très pro-

chaine. Pourquoi pas ? Si Dieu lui prête vie. Puisque son cinéma le rend heureux et nous fait partager un peu de cet optimisme dont seuls ceux qui ont touché le fond un jour peuvent faire preuve intelligemment. ■

F. A.

► **Finalelement**, comédie dramatique et romance musicale, écrite, réalisée et produite par Claude Lelouch, avec Kad Merad, Elsa Zylberstein, Michel Boujenah... Sortie le 13 novembre 2024.

Les films à voir

■ **The Apprentice.** – Ce biopic du récent vainqueur de l'élection présidentielle américaine vaut le détour malgré les réactions violentes qu'il a suscitées chez l'intéressé. Sans dévoiler l'intrigue, une scène a particulièrement agacé le Donald et poussé celui-ci à attaquer le producteur en justice. Mais plus encore que la polémique, c'est le récit fictif qui donne au film une couleur intéressante : l'ascension de Trump vue comme un pacte avec le diable plus que celle du *self-made man* qu'il n'est pas. Alors qu'aux États-Unis la vie des présidents est souvent présentée comme une forme du « rêve américain », le film déroule un parcours beaucoup plus terre à terre, dont le ressort repose sur trois règles : un, toujours attaquer ; deux, nier la vérité ; trois, ne jamais reconnaître sa défaite. Le scénario tient la route et on peut même y croire.

■ **Juré n° 2.** – La sortie d'un film de Clint Eastwood est toujours un événement. Comme toujours chez Eastwood réalisateur, le spectateur est plongé dans l'Amérique des États oubliés, des villes désindustrialisées autour d'un thriller moral où les questions sociétales sont légion et remuent l'esprit et le cœur. Il s'agit cette fois d'une interrogation sur la justice et sur la culpabilité, avec toute la maestria du grand Clint et la présence magnétique de Toni Collette. Une très bonne cuvée.

■ **L'Amour ouf.** – Pour les retardataires, il est encore temps de voir le dernier Gilles Lellouche, une « comédie romantique ultraviolente » tournée à Villeneuve-d'Ascq, qui a fasciné le jeune public – presque quatre millions de spectateurs – et fait clairement partie des bonnes surprises françaises de l'année.

■ **Monsieur Aznavour.** – Plus convenu et sans véritable surprise, ce film n'a pas été encensé par la presse spécialisée. Mais les appréciations du public sont plus chaleureuses car il permet aux fans de cet autre « grand Charles » de passer un bon moment en se replongeant avec une douce nostalgie dans toute une époque.

O. G.



Roger de La Grandière.

Des royalistes contre les nazis (71)

Roger de La Grandière

par François-Marin Fleutot.

Parmi les parachutistes de la France Libre, il aurait été étonnant de ne pas trouver des royalistes. Roger de la Grandière et son ami Michel de Camaret furent de ceux-là.

Roger est né le 14 octobre 1916 à Grez-Neuville (Maine-et-Loire) dans le château familial. Son père est le vicomte Jacques de La Grandière (1883-1966), marié en 1909 avec Alberte de Dalmas (1886-1975). Il est le quatrième garçon des sept enfants du couple. Sa mère est la fille du député bonapartiste d'Ille-et-Vilaine. En revanche, chez les La Grandière, on sert la France et le roi depuis toujours.

Jacques de La Grandière, bien que déjà père de trois enfants, est appelé en 1914. Il commande au 277^e régiment d'infanterie lorsqu'il apprend la mort au combat de son neveu Roger. Il décide de prénommer son fils, qui vient de naître, comme le héros. Après-guerre, le chevalier de la Légion d'honneur, l'exploitant agricole, le gérant de la propriété familiale, l'administrateur d'une compagnie d'assurance, le membre de l'Académie d'Angers est élu maire de Grez-Neuville, conseiller d'arrondissement puis conseiller général du Maine-et-Loire.

Il décide que son fils Roger fera ses études à Tours chez les jésuites de Saint-Grégoire. À 18 ans, le jeune homme tombe gravement malade. Guéri, il décide de partir vers le soleil et prend le bateau pour Tahiti, besognant à bord pour payer son voyage. Installé sur l'île, il travaille dans une plantation de coprah (amande desséchée de la noix de coco). En septembre 1939, appelé sous les drapeaux, il retrouve la métropole où il est incorporé à Angers. Affecté au 402^e régiment d'artillerie, près de Chartres,

en février 1940 il est détaché à l'École d'artillerie de Vincennes pour devenir officier de réserve. Il est promu aspirant le 13 juin 1940.

«Jeune officier engagé dans les Forces françaises libres dès 1941, après avoir assuré les fonctions d'aide de camp du général de Gaulle, a choisi l'arme particulièrement dangereuse des parachutistes.»

Citation pour la croix de guerre.

Vichy, l'Afrique du nord et Londres. –

Le 26 juillet 1940, après la débâcle, il est employé au centre d'écoute du ministère de l'Information de Vichy. Il transmet des renseignements à Londres ; ayant été repéré, on lui conseille de partir. Lors d'une rencontre avec le colonel Georges Groussard (1891-1980), il sympathise avec le Camelot du roi Michel de Camaret (1915-1987). Les deux royalistes ont pour buts : partir pour Londres, rejoindre le général de Gaulle et reprendre le combat. En janvier 1941, ils sont à Marseille. Et, après quelques péripéties, en février, ils arrivent à Alger. Immédiatement ils se mettent en quête d'un bateau pour Gibraltar. La Grandière et Camaret sont arrêtés le 15 mars. Placés en résidence surveillée, ils s'évadent et gagnent le Maroc.

Là, ils sont de nouveau arrêtés, incarcérés à Rabat puis à Casablanca. Roger

est malmené par ses geôliers (vichystes) qui lui cassent une jambe et la mâchoire. Condamnés à un an de prison pour « *complot contre la sûreté de l'État* », ils sont transférés, en septembre 1941, à la prison d'Alger puis au fin fond du Sahara à Bou Arfa. Aidés par la comtesse Ladislas du Luart – qui deviendra la marraine du 1^{er} régiment étranger de cavalerie (REC) de la Légion étrangère –, en mai 1942 ils s'évadent de nouveau. De retour au Maroc, les deux amis embarquent, à Tanger, sur un petit bateau portugais qui les conduit, enfin, à Gibraltar.

Roger, sous l'alias Dalmas, est affecté au Bureau central de renseignements et d'action (BCRA). Promu sous-lieutenant, de passage au siège de la France libre (4 Carlton Gardens), on lui propose de remplacer le secrétaire particulier du Général, momentanément indisposé. Puis, en janvier 1943, il est affecté, sur sa demande, aux Forces aériennes françaises libres (FAFL). Envoyé en stage à l'école polonaise de parachutisme, il y est breveté (Legitymacja 2676/2254) en mars. Puis il est muté sur la base de Ringway (Manchester) pour suivre les cours d'instructeur. Il détient le record français, à l'époque, de saut en parachute (50 sauts). Il participe à l'instruction des Paras de la France libre. Affilié au 2^e régiment de chasseurs parachutistes (RCP), placé sous les ordres du commandant Pierre-Louis Bourgoïn (1907-1970), il prépare le débarquement à l'état-major du 4th Special Air Service (SAS) britannique.

La gloire des paras. – Pour appuyer l'assaut du 6 juin, les Alliés ont décidé de faire feu de tout bois. Outre les ordres de désstabilisation donnés par la BBC aux résistants, ils décident d'organiser des « *maquis point de fixation* » pour geler les troupes allemandes. Ainsi en Bretagne, près de Ploërmel, le petit maquis de Saint-Marcel va servir cet objectif.

Si Michel de Camaret (lui aussi SAS) saute dès le 8 juin, Roger de La Grandière ne retrouve sa chère patrie que le 17 juin 1944. Pour la première fois sont parachutées, en même temps que les hommes, quatre armées pour le combat.

La Feldgendarmerie, la Wehrmacht appuyée par de nombreux Français dont les miliciens SS du Bezen Perrot (séparatistes bretons) lancent la traque aux parachutistes. Dès l'atterrissage, les paras du 2^e RCP (4^e SAS) se heurtent aux troupes allemandes. Le 18, Roger retrouve Michel ; ce dernier a un bras cassé. Il le prend en charge dans sa jeep. En route vers Pontivy, à la ferme du Bois-Joly, le petit groupe de combattants affronte une troupe nombreuse. À court d'essence, cachant les véhicules, ils poursuivent à pied leur route vers Guégon.

Le 20, à l'aube, épuisés, ils sont accueillis dans la ferme de Constant Le Guennec. Les Allemands, renseignés, attaquent. La bataille est rude et dure longtemps. Roger de La Grandière ordonne à ses hommes

SOURCE : FRANCE LIBRE.

d'emmener Michel de Camaret. Lui-même, blessé à la poitrine, ainsi que le sergent Jean Plouchard tiennent la position jusqu'à épuisement des munitions. Le lendemain, on découvre leurs deux corps criblés de balles.

Le lieutenant Roger de La Grandière est fait compagnon de la Libération par décret du 20 novembre 1944. Le capitaine Michel de Camaret est fait compagnon de la Libération par décret du 26 septembre 1945. ■

(À suivre: le capitaine
Philippe de Hauteclouque.)

Bibliographie

- Paul Bonnacarrère, **Qui ose vaincre, les parachutistes de la France libre**, Fayard, 1971 ; un chapitre entier est consacré à Roger de La Grandière.
- Henry Corta, **Qui ose gagner, les parachutistes du 2^e RCP (4^e SAS)**, Service historique de l'armée de Terre.

Brèves royales

■ **29 octobre. Rabat.** – Discours du président français devant le Parlement marocain : « *Parmi les plus anciennes monarchies du monde, le royaume du Maroc avance avec confiance, cette confiance qu'il a en lui-même et qu'il porte en son Roi...Vingt-cinq ans se sont passés depuis que Sa Majesté est devenue le souverain du royaume du Maroc, incarnant la continuité de l'une des plus anciennes dynasties du monde et l'un des visages de la modernité industrielle et technologique.* » Le président a rendu un hommage appuyé à Mohammed V, compagnon de la Libération, mais n'a mentionné qu'une seule fois Hassan II à propos de barrages hydroélectriques. Le roi Mohammed VI devrait effectuer l'an prochain une visite d'État en France, sans doute à l'occasion du 70^e anniversaire de la déclaration de La Celle-Saint-Cloud, du 6 novembre 1955, qui avait décidé de l'indépendance du protectorat.

■ **4-7 novembre. Le Cap.** – Visite du prince de Galles qui a rencontré le président sud-africain Cyril Ramaphosa et a remis les cinq prix Earthshot qu'il a créés en 2021 pour la protection et la restauration de la nature, la dépollution de l'air, la sauvegarde des océans,



Le roi Mohammed VI. Photo officielle.

un monde sans déchets et l'amélioration du climat. Le prince William a exprimé l'espoir de participer l'an prochain à la COP 30 sur le climat à Belém (Brésil). Il a également indiqué vouloir donner un nouveau sens à la monarchie avec un r minuscule à Royal, une mission plus empathique avec moins de pompe et d'apparat, et plus d'engagement pour les causes philanthropiques. Le roi Charles III a fêté son 76^e anniversaire le 14 novembre.

■ **8 novembre. Amsterdam.** – Communiqué du roi Willem-Alexander à la suite des troubles intervenus après un match de football entre les Maccabi de Tel-Aviv et l'Ajix d'Amsterdam. Le roi s'est personnellement entretenu avec le président Herzog en regrettant que les Pays-Bas aient échoué à protéger la communauté juive pendant la Seconde Guerre mondiale et, encore une fois, la veille au soir. « *Les Juifs doivent se sentir en sécurité aux Pays-Bas, partout et en tout temps.* »

■ **9 novembre. Vassouras.** – Funérailles du prince héritier de la maison impériale brésilienne d'Orléans-Bragance, Antoine, décédé

la veille à Rio de Janeiro à l'âge de 74 ans. Son fils, Raphaël, 38 ans, devient prince héritier. Il appartient à la 5^e génération depuis le dernier empereur du Brésil, Pierre II (mort en 1891). Le chef de la maison (branche Vassouras) est son oncle, Bertrand, né en 1941, sans descendance, qui avait succédé en 2022 à son frère aîné Louis-Gaston, lui aussi sans descendance.

Une branche aînée, dite Petrópolis, descend d'un prince, Pierre d'Alcantara, qui avait renoncé en 1908. Certains de ses descendants sont cependant revenus sur cette renonciation. La branche dite Vassouras descend de son cadet Louis (décédé en 1920). Pierre et Louis étaient les frères d'Isabelle, comtesse de Paris (1911-2003).

MARIE-JO YORK.

Nouvelle Action royaliste

■ **Communiqué du 17 novembre.** – **Danger Mercosur.** Malgré l'opposition de la France, la Commission européenne met tout en œuvre pour aboutir au plus vite à la signature d'un accord de libre-échange avec le Mercosur, si possible dès la semaine prochaine lors du G20 de Rio. Mme Von der Leyen répond ainsi à la pression de l'Allemagne qui espère sauver ses industries en crise et notamment son secteur automobile.

L'approbation de ce traité aurait des conséquences extrêmement graves sur nos filières agricoles les plus fragiles. Elle conduirait à déverser sur le marché français des volumes énormes de viande bovine, de volaille ou de porc, produits dans des conditions sociales et environnementales inacceptables en Europe. Son impact sur le climat, ses effets sur la santé des consommateurs européens ont été dénoncés par de nombreux experts.

La signature de cet accord serait un véritable camouflet pour la France et un mauvais coup démocratique puisqu'elle se ferait sans l'approbation des parlements nationaux, et notamment du Parlement français.

Aussi, la NAR soutient les actions engagées par les syndicats agricoles pour défendre nos filières et obtenir l'abandon de ce mauvais traité et appelle tous les patriotes à y participer.

■ **Congrès.** – Le congrès de la NAR se tiendra les 14 et 15 décembre. Pour adhérer à la NAR et participer à la vie du mouvement, adresser une simple demande sur le serveur du journal lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr

Rejoignez-nous ! Abonnez-vous !

Je m'abonne à *Royaliste*

VERSION PAPIER ☐ TROIS MOIS (25 €) ☐ SIX MOIS (40 €)

☐ UN AN (65 €) ☐ UN AN SOUTIEN (135 €)

VERSION PDF ☐ UN AN (45 €) ☐ UN AN SOUTIEN (55 €)

☐ Je paye par chèque ou virement bancaire à l'ordre de **Spfc-Acip**.

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

Tél. portable : ... Courriel :

Bulletin – réponse à retourner avec votre chèque ou virement à

Spfc-Acip, 60 rue de Fontenay 92350 LE PLESSIS-ROBINSON

Iban FR76 3 000 4 001 8 700 0102 0632 510 BIC BNPAFRPPXXX

Les informations sont destinées à *Royaliste*. Elles sont enregistrées dans notre fichier à des fins de traitement de votre abonnement. Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, elles peuvent donner lieu à l'exercice du droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, à la portabilité des données et à la limitation des traitements ainsi qu'au sort des données après la mort. Pour cela écrire à l'adresse du journal, en joignant une photocopie de votre pièce d'identité.

Royaliste

Directeur politique :

Bertrand Renouvin

Directeur de la publication :

Yvan Aumont

Rédaction : Bloc C – B.A.L 13

36-38, rue Sibuet, 75012 Paris

lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr

ISSN 0151-5772

Publié par la NAR

Siret : 897 894 127 00017

Édité par Spfc-Acip

Siret : 418 382 149 00015

imprimé par Atenor

Siret : 398 678 219 00021

Dépôt légal à publication - CPPAP n° 0425 D 84



D.R.

Par Bertrand Renouvin

Vive les partis politiques !

Les scandales qui touchent les principaux partis politiques et le discrédit général qui les frappe ne sauraient faire oublier leur rôle, indispensable, dans notre système représentatif.

On peut regretter l'époque – celle de la Révolution – où les députés s'efforçaient de trouver l'expression d'une Volonté générale préexistante. On peut, comme nous, se souvenir avec faveur des Chambres qui voyaient dans la délibération le chemin vers l'intérêt général. Il faut cependant admettre que la représentation est conçue, au moins depuis la Libération, comme un ensemble conflictuel de partis s'efforçant de lier une pensée ou une idéologie, un projet politique à long terme et un programme d'action immédiate. Le tout étant présenté aux électeurs et permettant, ou non, des coalitions parlementaires (1).

Dès la III^e, mais surtout sous la IV^e et au début de la V^e République, les Français ont connu des partis structurés, expression d'une tradition historique, qui assuraient la formation de leurs militants et une fraternité permettant, dans les formations de gauche, une intégration rapide des travailleurs immigrés. Tous ces partis permettaient, aux côtés des syndicats, d'établir une médiation entre le peuple et le pouvoir selon une relation, parfois intensément vécue, avec l'histoire. Admiré ou détesté, le Parti communiste fut longtemps regardé, non sans fascination, comme un modèle...

Depuis notre fondation en 1971, nous avons été les témoins de la crise des partis politiques. Nous avons vu mourir le radicalisme, assisté au déclin du Parti communiste, vu dépérir le Parti socialiste et les formations qui se réclamaient du gaullisme tandis que le national-populisme montait en puissance. Nos critiques des uns et des autres furent parfois virulentes, mais généralement inspirées par le manque de cohérence entre le projet et le programme, dans des partis qui devenaient des écuries à présidentiables, livrées aux perversités de la Communication. Notre opposition résolue au Front national tenait à son discours ethniciste, qui niait la définition même de notre nation.

Dans le même temps – la fin du siècle dernier –, les mouvements de la gauche extraparlamentaire ne parvenaient pas à tenir leurs promesses révolutionnaires et, de l'autre côté, le Front national abandonnait la tradition des ligues d'extrême droite pour devenir de plus en plus nettement une formation à visées exclusivement électorales.

Somme toute, la crise des partis et des mouvements se traduisait de manière positive par une inscription résolue dans le cadre de

la démocratie parlementaire. Mais il s'agissait, selon nous, d'une démocratie sous emprise oligarchique et d'une représentation nationale encore affaiblie par des partis peu consistants : à droite et à gauche, pensée déficiente, projet délirant et flou programmatique ! Le pire est venu avec Emmanuel Macron qui a créé, à la manière de Silvio Berlusconi, un parti-entreprise dévoué au chef charismatique et chargé d'appliquer, à l'Assemblée nationale, la ligne élyséenne sous l'égide d'un gouvernement soumis. Appuyé par une fraction de la bourgeoisie rentière et du capitalisme financier, sans ancrage dans les collectivités territoriales, ce parti-entreprise ne pouvait pas résister à une défaite, à la différence des partis historiques de la droite et de la gauche. D'où le spectacle donné à l'Assemblée nationale par les chefs de file de la défunte macronie : choc des ambitions, mots d'ordre irréflectifs, calculs médiocres dans l'oubli ou le mépris de celui qui les a fait accéder, brièvement, à l'existence.

La destinée dérisoire des structures macroniennes fait ressortir la nécessité, pour notre démocratie parlementaire, de partis politiques capables de « concourir à l'expression du suffrage » selon l'article 4 de la Constitution. Nos principaux partis sont issus de courants profonds et il importe qu'ils ressaisissent le fil de leur tradition dans son rapport avec l'histoire nationale pour proposer aux Français de nouveaux projets. La construction de l'avenir commun exige de vastes débats entre la gauche sociale-démocrate, les communistes, une démocratie chrétienne qui parviendrait à se retrouver et une droite libérale qui sera probablement récupérée par le Rassemblement national – l'écologie étant une injonction transpartisanne.

La renaissance des partis implique, pour chacun d'eux, une réflexion critique nourrie par le débat interne et enrichie par les savoirs universitaires. De très nombreux citoyens, qui pour le moment s'informent et débattent sur les réseaux sociaux, pourraient à nouveau s'intéresser à la vie partisane et souhaiter y participer, s'ils constataient à nouveau une cohérence entre la pensée, le projet et le programme des partis en compétition.

Cette renaissance suppose toutefois la démonstration préalable d'un dévouement au bien public qui implique la libération des fausses contraintes extérieures. ■

(1). Cf. Benjamin Morel, *Le Parlement, temple de la République*, Passés/Composés, 2024, et la conférence de l'auteur sur notre chaîne YouTube.

Sommaire

Page 2 Conjonctions explosives.

Page 3 Souveraineté et télécommunications. – Sur le mur de Jean Chouan.

Page 4 Jusqu'où peut aller Ruffin ? – La politique au crible.

Page 5 Quelle réindustrialisation ?

Page 6 Impôts et cotisations sociales. – La quinzaine sociale.

Page 7 Le rêve américain.

Pages 8-9 Géorgie et Moldavie. – Voix étrangères. – Les Faits marquants.



Pages 10-11 L'échec inévitable de la COP16.

Page 12 La France vire-t-elle à droite ?

Pages 13-14 Les livres : *Les Guerriers de l'hiver*. – Bernanos et Zweig. – Stéphane Giusti.

Page 15 Les Idées : Annah Arendt.

Page 16 Hergé toujours là !

Page 17 Cinéma : *Finalement*. – Les films à voir.

Page 18 Résistance royaliste : Roger de La Grandière.

Page 19 Brèves royales. – Nouvelle Action royaliste.

Page 20 Éditorial : Vive les partis politiques !